

Sortir du nucléaire

Actualités du nucléaire et de ses alternatives



1986 : Tchernobyl
2011 : Fukushima

Folie nucléaire, jusqu'à quand ?

Changeons d'ère, sortons du nucléaire

25 ans de Tchernobyl : du 2 au 26 avril, agissez avec nous !



Sommaire

Je suis en colère !	P. 3
Fukushima : la radioactivité contamine le Japon	P. 4
Le nucléaire n'est pas qu'une affaire de spécialistes	P. 5
Le syndrome de Fukushima	P. 6
SNCF : Société Nucléaire des Chemins de Fer ?	P. 7
Actions et vie des groupes	P. 9
Tchernobyl, la banalisation par le tourisme	P. 13
Tchernobyl, un million de morts.	P. 14
L'État français saurait-il "gérer" un accident nucléaire majeur ?	P. 17
Quand Areva fait son cinéma	P. 19
L'histoire de l'énergie selon Areva	P. 20
Vite, des infos !	P. 21
Des HLM passifs, une première en Rhône-Alpes	P. 24
La ferme des idées vertes	P. 27
Énergie solaire par concentration : une chance pour les pays arabes	P. 30
Le Réseau c'est vous, cette revue c'est la vôtre !	P. 32
À lire...	P. 34
Jean-Bernard Pouy Le Poulpe contre la pieuvre nucléaire	P. 35
25 ans de Tchernobyl, 25 jours d'actions internationales	P. 36

Photo de couverture :
© REUTERS / Kim Kyung-Hoon

À l'heure où nous écrivons ces lignes (le 16 mars), la catastrophe nucléaire de Fukushima, au Japon, continue de s'aggraver. Ses conséquences seront inévitablement dramatiques, bien qu'il soit trop tôt pour en déterminer l'ampleur.

Pour tenter de sauver l'industrie atomique, les autorités minimisent les nouvelles en provenance de l'archipel nippon, comme, 25 ans après, elles continuent de minimiser systématiquement le lourd héritage de la catastrophe de Tchernobyl. L'Organisation Mondiale de la Santé, complice de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique, évalue le nombre de décès consécutifs à Tchernobyl à seulement... une cinquantaine ! L'Académie des Sciences de New York, elle, estime aujourd'hui qu'un million de personnes ont perdu la vie à cause de Tchernobyl.

À entendre Éric Besson ou Nicolas Sarkozy, le malheur actuel des Japonais servirait en quelque sorte de test grandeur nature pour améliorer une technologie nucléaire française qui aurait vocation à être "la plus sûre au monde" et à s'exporter contre vents... et tsunamis.

C'est dans un sens tout autre que nous souhaitons "tirer les leçons" de ce qui se passe au Japon. Le risque zéro n'existe pas, et la nature se rappelle régulièrement à notre souvenir. La catastrophe de Fukushima le démontre une nouvelle fois : le nucléaire est une énergie excessivement dangereuse pour les êtres humains.

La sortie du nucléaire est plus que jamais nécessaire... et elle est possible ! Les solutions sont là : économies d'énergie, efficacité énergétique, énergies renouvelables. Encore faut-il que la volonté politique soit au rendez-vous.

Pour sensibiliser largement nos concitoyens, vous aussi, participez aux 25 jours d'action pour la sortie du nucléaire ! Retrouvez toutes les infos sur www.chernobyl-day.org.

Aude Vidal
Administratrice
du Réseau "Sortir du nucléaire"

Note :

1 : Sur la base d'un bilan de 5000 articles et études. A. Yablokov, V. et A. Nesterenko, Éd. Sherman-Nevinger, "Chernobyl. Consequences of the catastrophe for people and the environment", *Annals of the New York Academy of Science*, volume 1181.

NUCLÉAIRE : NOUS VOULONS AVOIR LE CHOIX !

Appel solennel au gouvernement français
suite à la catastrophe nucléaire au Japon

Lisez le texte de l'appel sur www.sortirdunucleaire.org

Liste des 44 premières organisations nationales signataires :

ACDN, Adéquations, Agir pour l'environnement, Alliance Écologiste Indépendante, Association des communistes unitaires, Association pour le Contrat Mondial de l'Eau, Attac, Bâtir Sain, Bizi, CAP 21, CNIID, Confédération paysanne, Ecologie et Démocratie, Ecologistas en Accion, Espoirs pour les jeunes, Europe Écologie Les Verts, Europe solidaire sans frontières, Fédération des Associations de Locataires Citoyens, Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique, Fédération Nature et Progrès, Fédération Sud Étudiant, Fédération Sud Rail, France Libertés, Fraternité Citoyenne, Gauche Unitaire, Générations Futures, Imagine 2012, L'école émancipée, Les Alternatifs, Les Amis de la Terre, Les jeunes écologistes, Mouvement des Objecteurs de Croissance, Mouvement Citerrien, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti Communiste des Ouvriers de France, Parti de Gauche, Parti Pour La Décroissance, Réseau Action Climat, Réseau Sortir du nucléaire, Résistance à l'Aggression Publicitaire, Union syndicale Solidaires, Utopia, Votre Santé, Women in Europe for a Common Future, WWF France.

Je suis en colère !

Je suis en colère parce que l'accident de Tchernobyl n'a pas servi de leçon. Et que l'on continue à entendre et lire les mêmes mensonges dans les médias.

Je suis en colère quand j'entends un responsable du nucléaire français nous dire : "personne n'a envie de revenir à la bougie". Que je sache, dans les pays européens qui n'ont pas de centrales nucléaires (Autriche, Danemark, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Portugal...), y en a-t-il où l'on s'éclaire à la bougie ? Il n'y a que 441 réacteurs nucléaires dans le monde dans seulement 31 pays, tous les autres pays s'en passent.

Je suis en colère quand, en 1979, après l'accident nucléaire de Three-Mile Island, on nous a dit que c'était parce que les Américains étaient moins forts que nous ; quand en 1986, après l'accident de Tchernobyl, on nous a dit que les Russes étaient moins fort que nous... et quand je lis aujourd'hui que les Japonais sont moins forts que nous...

Je suis en colère quand on me dit que l'on peut continuer à exploiter encore des vieux réacteurs comme Fessenheim (Alsace, 34 ans) parce que "plus il est vieux, mieux on connaît un réacteur". Ce n'est pas parce que vous connaissez bien les défauts de votre vieille voiture qu'elle tombe moins souvent en panne et moins gravement.

Je suis en colère quand on nous dit que l'on ne peut se passer du nucléaire en France, parce que cela fournit 76 % de notre électricité. C'est oublier que l'électricité n'est pas la principale source d'énergie : c'est le pétrole. C'est oublier qu'on pourrait s'appuyer sur une solidarité au niveau de l'Europe : le nucléaire n'y représente que 35 % de l'électricité et seulement 9 % de l'énergie. Il suffit d'économiser 9 % pour s'en passer !

Je suis en colère parce qu'au nom de la défense de la croissance, les programmes énergétiques français ou européens négligent le potentiel des économies d'énergies, préférant la surconsommation, alimentée par le recours aux énergies renouvelables. L'énergie la plus propre reste celle que l'on ne consomme pas. En adoptant les meilleures techniques disponibles et en évitant les comportements énergivores, nous pourrions diviser par quatre notre consommation en une vingtaine d'années.

Je suis en colère parce qu'on nous dit qu'arrêter un réacteur nucléaire, ce serait de l'argent gaspillé... Les 1000 milliards d'euros déjà dépensé en 25 ans pour la "gestion" de la catastrophe de Tchernobyl (et c'est loin d'être terminé), n'est-ce pas un gaspillage encore plus grand ? Mille milliards d'euros, c'est sensiblement le coût qu'il a fallu dépenser pour construire l'ensemble des 441 réacteurs actuellement en fonctionnement.

Je suis en colère parce que je sais que l'on peut arrêter rapidement le programme nucléaire français,

qu'il existe de multiples scénarios de sortie sur le sujet (de deux à trente ans selon les efforts qu'on veut bien consentir).

Je suis en colère quand j'entends mon gendre, 25 ans, ingénieur dans le photovoltaïque, me dire qu'il cherche un nouveau travail car la profession est sinistrée.

Je suis en colère quand mon fils, vingt ans, me demande : "à quoi ça sert de faire des études si dans cinq ans on a tous un cancer ?" (et il ne pense pas qu'au nucléaire, mais aussi à la pollution atmosphérique, aux pesticides...).



© Nouana Aci

Alors j'agis

Alors j'agis, je me suis investi depuis une trentaine d'années pour faire circuler une information moins déloyale et j'incite les journalistes et les lecteurs à prendre le temps, eux aussi, de chercher où est la vérité. Comment peut-on encore minorer l'importance de la pollution radioactive au Japon alors que les images nous montrent les réacteurs en flamme ?

Alors j'agis, et je m'engage dans l'une des nombreuses associations qui animent le Réseau "Sortir du nucléaire" pour demander à nos élus de faire pression pour un changement de politique dans le domaine de l'énergie. (www.sortirdunucleaire.org)

Alors j'agis, en rejoignant les nombreux groupes locaux qui travaillent à des plans de descente énergétique qui nous permettront de diminuer la menace nucléaire, mais aussi notre dépendance à un pétrole de plus en plus rare. (www.transitionfrance.fr)

Alors j'agis, car aujourd'hui si le lobby nucléaire arrive à manipuler élus et médias, c'est parce que nous ne nous indignons pas assez !

Michel Bernard

Journaliste à la revue *Silence*

www.revuesilence.net — 14 mars 2011

Rassemblement anti-nucléaire à Nice dans les jours suivant le 11 mars.

Fukushima : la radioactivité contamine le Japon

Au jour (21 mars) où nous écrivons cet article, des salariés et des militants du Réseau se sont relayés quasiment 24h sur 24h depuis le 11 mars pour décrypter la catastrophe de Fukushima, informer les médias, organiser des manifestations. Nous vous livrons ici une synthèse des informations au 21 mars. La situation aura bien sûr évolué quand vous lirez ces lignes. Informez-vous régulièrement sur notre site www.sortirdunucleaire.org

Trois fusions partielles de cœurs, deux incendies de combustible usé et cinq explosions d'hydrogène sont survenues dans la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, à cause de la perte des systèmes de refroidissement consécutive au séisme et au tsunami du 11 mars 2011.

"Quasiment tous les réacteurs au monde, dans cette situation-là, seraient en grande difficulté", a déclaré un des commissaires de l'Autorité de Sûreté Nucléaire française (ASN), M. Jamet. Le combustible nucléaire hyper radioactif dans deux réacteurs et dans trois piscines de désactivation est probablement en contact direct avec l'environnement. La quantité de combustible usé dans les piscines des réacteurs de Fukushima Daiichi est quatre fois supérieure à la quantité de combustible dans les cuves des réacteurs de la centrale. Il y a eu des incendies de combustible usé dans au moins l'une de ces piscines (réacteur n°4).

Au vu de l'intense radioactivité dans la centrale, c'est leur vie que sacrifient à court ou moyen terme les centaines de travailleurs qui luttent pour tenter de limiter la catastrophe.

Le réacteur n°1 a subi une explosion d'hydrogène le 12/03, même chose pour les réacteurs n°3 le 13/03 et n°2 le 15/03. Le cœur du réacteur nucléaire n°1 a fusionné à 70 %, celui du réacteur n°2 à 33 %. Le cœur du réacteur nucléaire n°3, composé de combustible MOX au plutonium fabriqué par Areva, extrêmement radioactif et instable, a fusionné dans une proportion inconnue. Ces cœurs

nucléaires étaient refroidis uniquement en injectant des tonnes d'eau de mer chaque heure et en relâchant régulièrement de la vapeur radioactive dans l'air, depuis onze jours le 22/03.

L'exploitant de la centrale a reconnu que le circuit primaire du réacteur n°2 n'était "très probablement plus étanche". De la fumée s'échappait du réacteur n°2 le 21/03. La cuve du réacteur n°3 a subi des dommages dont l'étendue est inconnue, le gouvernement japonais ayant changé plusieurs fois d'interprétation à ce sujet. De la fumée s'échappait aussi du réacteur n°3 le 21/03, les travailleurs restants avaient alors été évacués de la centrale.

Le Japon contaminé... et au-delà

La contamination radioactive du territoire japonais est avérée. À Tokyo entre le 15/03 et le 16/03, il y avait de l'iode et du césium radioactifs dans l'air mais aussi dans l'eau. De l'iode et du césium radioactifs ont été détectés dans l'eau du robinet, respectivement dans huit et deux préfectures.

Le 19/03, des niveaux de radioactivité cinq fois supérieurs à la limite maximale admise pour la consommation ont été décelés dans du lait frais à 30 km de la centrale accidentée. Du césium et de l'iode radioactifs ont été détectés dans des épinards frais cultivés à 144 km des réacteurs. Leur contamination dépassait sept fois le plafond légal. La vente de lait cru et de légumes à feuilles issus de quatre préfectures proches de la région de la centrale en détresse a été interdite le 21/03.



Le gouvernement japonais a élargi la zone de confinement à 30 km autour de la centrale de Fukushima Daiichi, 140 000 personnes sont concernées, alors que 200 000 avaient déjà été évacuées du périmètre de 20 km autour de la centrale de Fukushima Daiichi et de 10 km autour de celle de Fukushima Daiini. "Nous recommanderions l'évacuation dans un rayon bien plus large que celui que le Japon a mis en place" a déclaré le 16/03 le président de l'agence de sûreté nucléaire américaine (NRC).

Un héritage radioactif pour le futur

L'ASN reconnaît que le Japon aura à gérer les conséquences de la catastrophe nucléaire "pendant des dizaines d'années". Ce serait un douloureux euphémisme s'il s'avérait que du plutonium issu du combustible MOX utilisé dans le réacteur n°3 était

relâché dans l'environnement : il lui faut 191 000 ans pour perdre 99 % de sa radioactivité, et en respirer un microgramme peut suffire à déclencher un cancer du poumon. Quant au césium 137 effectivement dispersé à travers le Japon et au-delà, il met plus de trente ans à perdre 50 % de sa radioactivité.

De l'iode et du césium radioactifs rejetés par la centrale accidentée ont été détectés à 1600 km en Russie (Kamchatka) et à 7500 km en Californie, dès le 18/03. Le nuage devait arriver en France dès le 23 mars.

Les conséquences sanitaires de la contamination

Contrairement au discours lénifiant des autorités sur les doses de radioactivité, aucune dose n'est inoffensive. Les normes définissent seulement des seuils de "risque admissible". Admissible par qui ? Vous a-t-on jamais demandé votre avis ? Même la très officielle Commission Internationale de Protection Radiologique, largement noyauté par

l'industrie nucléaire, a reconnu depuis longtemps que "toute dose de rayonnement comporte un risque cancérigène et génétique".

Même en fonctionnement normal, toute installation nucléaire rejette de la radioactivité dans l'environnement. En 2008, une étude épidémiologique menée à la demande du gouvernement allemand a montré un accroissement de 60 % des cancers de l'enfant dans un rayon de 5 km des centrales nucléaires... en fonctionnement normal, et non pas en situation de catastrophe !

Nous voulons exprimer ici notre compassion pour les milliers de victimes du séisme et du tsunami et leurs familles, notre solidarité avec les liquidateurs de Fukushima et le peuple japonais victime, aujourd'hui et pour des dizaines d'années au moins, de la contamination radioactive et de ses conséquences sanitaires.

Le Réseau "Sortir du nucléaire"

Le nucléaire n'est pas qu'une affaire de spécialistes

Même si le Réseau "Sortir du nucléaire" a élaboré dès les premiers jours de la catastrophe une information indépendante et fiable sur la situation à Fukushima, reconnue par une part importante du public et des journalistes, nous devons l'affirmer encore et encore : le nucléaire n'est pas une affaire de spécialistes.

Le mouvement antinucléaire a su construire une contre-expertise technique, mais ce n'est pas ce qui fonde sa légitimité. Certes, le nucléaire est une question complexe par sa technicité. Mais il y a plus important : le nucléaire altère notre environnement, notre santé, la structure sociale dans laquelle nous vivons et l'intégrité des générations futures. De ce fait, le nucléaire est une question éminemment politique, et les citoyens n'ont pas à en posséder une connaissance savante pour décider légitimement d'utiliser cette énergie ou de la refuser.

Lorsqu'ils s'arrogent le droit d'arbitrer des questions politiques à la place de la société, les experts transforment leur spécialisation scientifique particulière en un outil de pouvoir anti-démocratique. Ils devraient s'en tenir à un rôle d'information, indépendante et contradictoire, et nous laisser la responsabilité de prendre en conscience les décisions qui nous concernent.

Prétendre de la complexité des questions énergétiques pour en dessaisir les citoyens est un profond déni de démocratie. C'est pourtant bien ce que font les partisans du nucléaire depuis des décennies, en s'acharnant à réduire le débat à son seul versant



© Martin Leers

technique. C'est un non-choix qui est ainsi mis en scène : faire un pas en territoire soi-disant inconnu (une société sans nucléaire)... ou s'en remettre à l'expertise des techniciens. Ceux-là même qui ont mis en place une technologie qui nous impose la pollution radioactive et le risque d'accident majeur en échange de quelques pour-cent de l'énergie que nous consommons chaque jour (17 % en France, 9 % en Europe, 2,4 % dans le monde).

Non, les causes de la catastrophe de Fukushima ne sont pas d'abord naturelles ou techniques. Elles résident dans la décision politique, idéologique, de recourir à l'énergie atomique. N'abdiquons pas notre jugement, soyons responsables : sortons du nucléaire.

Aude Vidal et Xavier Rabilloud

Rassemblement anti-nucléaire le 20 mars à Paris devant l'Assemblée Nationale.

Le syndrome de Fukushima

Cette nouvelle page de la triste histoire des catastrophes nucléaires (qui est loin d'être entièrement écrite) s'est ouverte de la même manière que les précédentes : par des silences et des mensonges. Soucieux sans doute de préserver son image internationale, le gouvernement japonais a maintenu pendant plus d'une semaine un classement de l'accident au niveau 4 de l'échelle INES en dépit de toute vraisemblance. L'Agence Internationale de l'Énergie Atomique, pourtant à l'origine de cette échelle internationale des événements nucléaires, n'a pas fait grand-chose pour dénoncer cette sous-évaluation ni même pour favoriser une mobilisation internationale des secours.

Colonne de droite : Une mère tente de communiquer avec sa fille placée en isolement après évacuation, suite à une irradiation importante sur le site de Fukushima.

Tout aussi consternant est le procès en indécence qui est fait à ceux qui dénoncent depuis des décennies les risques d'un accident majeur. Comment qualifier les propos des dirigeants industriels et des responsables politiques, en France mais aussi dans de nombreux autres pays, qui vantent les mérites de leurs filières nucléaires et s'inquiètent d'éventuels retards dans les contrats ? La France a d'ailleurs dû laisser un souvenir impérissable chez ses partenaires japonais : au moment où Anne Lauvergeon proclamait crânement que "s'il y avait des EPR à Fukushima, il n'y aurait pas de fuites possibles dans l'environnement, quelle que soit la situation", elle organisait dans l'urgence le rapatriement du personnel d'Areva.

Les chefs d'État de nombreux pays du monde ont entonné leur antienne habituelle et appelé à ne pas remettre en cause, dans l'émotion de l'événement, les fondements d'une politique énergétique. Lorsque le président français claironne que "l'excellence technique, la rigueur, l'indépendance et la transparence de notre dispositif de sûreté sont reconnues mondialement", le président Obama affirme que le nucléaire fait partie de l'avenir énergétique des États-Unis et le Premier ministre

Photo satellite de la centrale de Fukushima Daiichi accidentée.



© REUTERS/Yuriko Nakao HEALTH

David Cameron déclare en écho que le nucléaire doit faire partie du bouquet énergétique britannique. Quant à Vladimir Poutine il réaffirme que la Russie va continuer d'aider la Turquie dans la construction de centrales "plus sûres que celles de Fukushima" (par exemple à Akkuyu, dans une zone de très forte sismicité...). Mais ces discours ont un impact limité sur des sociétés civiles qui s'estiment bernées par la propagande sur la sécurité absolue de l'industrie nucléaire. Confrontés à cette défiance, les dirigeants politiques font un peu comme les ingénieurs de Tepco : ils prennent des mesures pour réduire la pression. En France, en Grande-Bretagne et progressivement dans l'ensemble de l'Europe, les installations nucléaires seront contrôlées. En Allemagne, la chancelière ordonne la fermeture provisoire de sept réacteurs. Aux États-Unis, Obama concède également des contrôles tandis qu'en Chine le gouvernement gèle le processus d'approbation pour la construction de nouvelles centrales. Reste à savoir si ces promesses, prises sous la pression des opinions, dépasseront le stade de l'exercice de relations publiques.

Dans les années 70, l'accident majeur a été décrit par une formule métaphorique : le syndrome chinois. Le cœur nucléaire en fusion traverserait l'écorce terrestre pour rejoindre les antipodes. Si la réalité physique de ce phénomène est bien évidemment exclue, force est de constater que l'impact politique de la catastrophe de Fukushima irradie le reste du monde. Triste ironie de l'histoire, cet accident survient pratiquement au moment du 25^e anniversaire de Tchernobyl. "Le monde n'a pas tenu compte de la première leçon atomique", constate douloureusement Svetlana Alexievitch, l'auteur de *La Supplication*. "Mais voilà la deuxième leçon atomique, quand tout se passe dans le pays le plus développé techniquement, dans les centrales les plus sécurisées... Ce n'est pas une tragédie que pour le Japon, mais pour toute l'humanité."

Jean-Luc Thierry

SNCF : Société Nucléaire des Chemins de fer Français ?

La France, plaque tournante du transport ferroviaire de déchets nucléaires... Voilà qui se confirme une nouvelle fois, avec deux récents convois radioactifs. Nous étions mobilisés !

Dans la nuit du 2 au 3 février, à 1h40, un transport de déchets nucléaires a quitté le terminal ferroviaire de Valognes dans la Manche, à destination de la Belgique. Si le Réseau "Sortir du nucléaire" en France, Nucléaire-STOP et Greenpeace en Belgique ne s'étaient pas mobilisés, ni les élus, ni les populations n'en auraient été informés.

Ces déchets radioactifs ont été produits par deux centrales nucléaires belges (Tihange et Doel) et ont été compactés, en France, à l'usine AREVA de La Hague. Selon nos informations, neuf transports seront encore nécessaires pour rapatrier en Belgique la totalité des 432 fûts de déchets belges d'ici à 2013.

Le convoi a traversé la Manche, le Calvados, l'Eure, la Seine Maritime, la Picardie, le Pas-de-Calais et le Nord ; il est resté stationné 10h au triage de Lomme-Délivrance, près de Lille, sans que la municipalité n'en ait été informée par les pouvoirs publics.

Les médias se sont largement faits l'écho de ce convoi et des mobilisations. Un rassemblement a été organisé à Lomme-Délivrance, près de Lille. Pendant la manifestation, des militants attendaient le train, à la sortie du triage, pour le stopper à l'aide de pétards de voies (qui signalent un danger et obligent les conducteurs à s'arrêter). Le train aura été arrêté deux fois un quart d'heure entre Lille et la frontière belge malgré la présence d'un hélicoptère.

Dans le même temps, un autre groupe s'était rassemblé à Tourcoing, juste avant la frontière belge. Ce soir là, hasard du calendrier, se tenait à la mairie le premier conseil municipal transfrontalier Tourcoing-Mouscron où tous les élus des deux communes avaient été conviés. La séance était publique et toute la presse locale était au rendez-vous.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" et Nucléaire-STOP ont profité de cette soirée pour interpeller les élus et informer la population du passage du convoi. Nous avons tout d'abord distribué des tracts devant la mairie et discuté avec les élus arrivant par petits groupes, avant d'assister au conseil. Les élus écologistes belges et français ont lu une prise de position contre ce transport, nous avons déployé une banderole "STOP au trafic de déchets nucléaires". Le bourgmestre mouscronnais a précisé qu'il avait été tenu informé par les pouvoirs publics belges du passage du convoi sur le territoire de sa commune ; le maire de Tourcoing a déploré que les élus français ne soient pas logés à la même enseigne. Il s'est engagé publiquement à en référer aux autorités de l'État.

De son côté, le maire de Lomme a pris position dans la presse, regrettant l'opacité et le secret entourant les transports de matières radioactives et affirmant qu'il était inconcevable que le maire d'une commune dans laquelle un train de matières radioactives allait stationner pendant dix heures soit tenu dans l'ignorance la plus totale.

Le train a finalement passé la frontière à 20h dans la soirée du 3 février pour continuer sa route jusqu'à Mol. Là-bas un "comité d'accueil" l'attendait, à l'appel de Greenpeace Belgique. Les déchets ont ensuite été transférés par la route, tard dans la nuit, jusqu'au site de Belgoprocess à Dessel, leur destination finale.



© Martin Leens

Un convoi nucléaire sous haute tension en Italie

Du 7 au 8 février, c'est cette fois un train de combustibles usés (déchets hautement radioactifs) — en provenance du réacteur italien de Garigliano, pourtant arrêté depuis... 1982 ! — qui a traversé la France. Passant à proximité de plusieurs grandes villes, il a emprunté les voies du RER C avant d'arriver au terminal ferroviaire de Valognes (Normandie). Les déchets ont ensuite été acheminés en camion jusque l'usine de La Hague.

Le Rete Nazionale Antinucleare, le Réseau "Sortir du nucléaire" et SUD-Rail ont dénoncé conjointement ce transport et ont mobilisé sur le passage du train, parti le lundi matin vers deux heures de Vercelli, pour se rendre à Turin. Il était précédé de 10 mn par un train qui lui ouvrait la voie. Afin d'éviter un tunnel dans Turin, le train a été détourné sur Alessandria à la demande des pompiers pour cause de danger !

À 3h50, à Chiusa San Michele, trente personnes attendaient le passage du train, quand la police est intervenue et a chargé de manière extrêmement violente. Des militants ont été arrêtés et les manifestants ont subi des fouilles au corps et des insultes. Après avoir été plaqués au sol, ils ont été séparés en deux groupes et tenus à bonne distance des voies, jusqu'au passage du train. Aux dernières nouvelles, deux personnes étaient toujours détenues à la prison de Turin, près d'un mois après le passage du convoi.

Colonne de droite :
Des militantes du Réseau déploient une banderole lors du Conseil municipal transfrontalier Tourcoing-Mouscron.

En Italie, jamais un transport n'aura autant été tenu secret, et pour cause ! Ses déchets sont devenus bien gênants pour le gouvernement italien et l'industrie, qui souhaitent relancer le nucléaire...

Cachez ce train que je ne saurais voir... raté !

Le train devait passer la frontière peu avant 5h, en repartir aux alentours de 8h pour traverser Chambéry à 9h20, où il était attendu par un petit groupe d'antinucléaires. Au dernier moment – cela devient décidément une habitude – nous avons appris qu'il n'y serait que vers 13h20. Il se dit que la SNCF aurait diffusé dans ses propres services de faux horaires, afin que l'information réelle ne filtre pas, trompant même les forces de l'ordre qui attendirent, en vain, un train qui n'arrivait pas, jusqu'à recevoir l'ordre de revenir 4h plus tard ! Autre région, autre fait parlant : en Côte d'Or, la préfecture et les services de la SNCF affirmaient, eux, ne pas du tout être au courant du passage de ce convoi !

"Notre" train aura finalement passé Chambéry à 13h09, pour atteindre Ambérieu-en-Bugey à 14h20. Il y est resté stationné plusieurs heures et en est reparti, à 20h10, avec d'autres wagons vides transportant habituellement du nitrate d'uranyle, rattachés entre-temps. Il est arrivé en région parisienne au petit matin, traversant l'Île de France à l'heure de pointe sur les voies du RER C et stationnant à proximité des quais et des trains de voyageurs, occupés par les usagers, ainsi exposés à leur insu aux radiations émanant du convoi !

Le train de déchets nucléaires stationne en gare de Versailles Chantiers le long d'un RER à l'arrêt, occupé par le public.



© Martin Léves



De nombreux rassemblements ont été organisés sur le trajet (Chambéry, Ambérieu, Bourg-en-Bresse, Louhans, Dijon, Villeneuve-Saint-Georges, Versailles, Mantes-La-Ville, Rouen, Caen et Carentan). Quasiment à chaque fois, des élus se sont joints aux rassemblements pour exiger le respect de la loi relative à l'information du public en matière environnementale. Des représentants nationaux de plusieurs partis politiques en Île-de-France (Europe Écologie - Les Verts, Alliance Écologiste Indépendante, Parti de Gauche) étaient présents.

L'inspection du travail prend position

Il faut noter une avancée de taille pour les cheminots amenés à intervenir sur ces trains, encaissant alors des doses radioactives. En effet, l'inspection du travail de la SNCF de Paris a exigé d'être informée de la fréquence et de la composition de ces convois. Elle demande également à ce qu'une évaluation des risques pour les agents soit réalisée et qu'une campagne de mesures soit menée. Elle s'est en outre engagée à soutenir les cheminots qui exerceraient leur droit de retrait.

Conjointement à SUD-Rail, le Réseau "Sortir du nucléaire" a écrit au HCTISN (Haut Comité pour la Transparence et l'Information sur la Sécurité Nucléaire) pour lui demander qu'il se saisisse de la question et qu'il exige un moratoire sur ces convois tant que les mesures et les clarifications demandées par l'inspection du travail de la SNCF n'auront pas été effectuées et tant que l'industrie nucléaire ne sera pas engagée à publier, préalablement à ces transports, leurs horaires et leurs inventaires radioactifs.

La mobilisation autour de ces deux transports aura permis de mettre un terme au secret qui entourait le trafic de déchets nucléaires entre la France et ses voisins européens. Elle aura aussi permis de mettre en lumière, une fois de plus, l'absence de solution pour "gérer" les déchets radioactifs et l'absurdité de leur "retraitement". La France n'a pas vocation à être la poubelle nucléaire de l'Europe et le retraitement des déchets, qu'il soit français ou étrangers, doit tout simplement être arrêté !

Laura Hameaux

Ça bouge dans le Réseau !

Quelques moments forts sur le terrain

Impossible de parler de tout, mais voici en bref quelques temps forts de cet hiver 2010-2011 riche en événements. Pour alimenter cette rubrique, merci d'écrire par mail à Laura Hameaux, coordinatrice des groupes et actions.
Courriel : laura.hameaux@sortirdunucleaire.fr - Téléphone 03 20 17 94 91

Le Réseau chez les antinucléaires italiens

André Larivière, administrateur bénévole, représentait le Réseau lors d'une réunion publique de militants antinucléaires italiens à Tavazzano, près de Milan, le 21 janvier dernier. André nous raconte :

Sur l'estrade, le maire de la ville, un physicien nucléaire... antinucléaire (ayant travaillé au CEA de Saclay et à Cadarache), un sénateur et le secrétaire provincial du Partito democratico (qui m'invitait). Plus de cent personnes dans une salle, on a manqué de chaises ! "La salle n'avait pas été aussi pleine depuis plus de trois ans" m'a-t-on dit. Public enthousiaste et empathique, et des hôtes particulièrement amicaux. Une partie de l'Italie repart en guerre contre le nucléaire ; même si une autre partie gobe la propagande diffusée par les médias de Berlusconi. Un nouveau référendum sur le nucléaire est prévu dans quelques mois, et le réseau antinucléaire italien (le Rete Nazionale Antinucleare) est sur la brèche.

Plus d'info : www.nonukes.it
Contact (français et italien) : fabiennemelmi@hotmail.it

Action devant la centrale nucléaire de Golfech

Le 21 janvier dernier, au petit matin, sous la surveillance d'une dizaine de policiers, des membres de la coordination Sud-Ouest étaient réunis, devant le CNPE de Golfech, pour distribuer 800 tracts informatifs aux salariés arrivant et repartant de la centrale. La plupart ont bien réagi à cette initiative et ont accepté de prendre le document que leur distribuaient les militants. Un membre de la sécurité est même sorti pour demander des tracts pour ses collègues.

Contact : moniqueguittenit47@orange.fr
daniel.roussee@wanadoo.fr



Des missiles en visite au ministère de la Défense

La Maison de Vigilance de Taverny, qui lutte pour l'abolition des armes nucléaires et regroupe de nombreux militants (Réseau "Sortir du nucléaire", Mouvement de la Paix, Pax Christi, Europe Écologie - Les Verts, MAN, Ligue des femmes pour la Paix...) organise une présence devant le ministère de la Défense une fois par mois depuis cinq ans. Le 4 février, ils ont pénétré dans le ministère, déguisés en missiles, sous le regard éberlué des vigiles.

Voir la vidéo de l'action :

www.dailymotion.com/video/xgxisu_les-missiles-au-ministere-fevrier-2011_fun

Contact : maisondevigilance@orange.fr



© Dominique Lalanne

À Toulon, un nouveau groupe Sortir du nucléaire !

A l'initiative d'un militant antinucléaire arrivé récemment d'Isère, un collectif "Sortir du nucléaire Toulon" a été créé en ce début d'année. La première réunion a été organisée le 2 février. Des documents d'information ont été distribués aux personnes et organisations ayant répondu à l'appel (Sortir du nucléaire, CNT, association d'éducation à l'environnement, Agir-santé-environnement, Groupe antinucléaire de Marseille, Europe-Écologie La Seyne, Collectif pour l'essor du vélo à Toulon, Toulon Var Déplacements). Les discussions ont tourné autour des thématiques suivantes : le nucléaire dans la rade de Toulon, les transports, l'énergie et Tchernobyl.

Ce collectif s'est déjà réuni plusieurs fois et des actions sont en préparation : action pour les 25 ans de Tchernobyl dans le cadre du Park(ing)-Day et action d'information auprès des salariés de l'arsenal de Toulon pour les sensibiliser au risque nucléaire.

Contact : anthony.gregoire@yahoo.fr



Tavazzano.

À Bourret, une soirée avec le Pr. Bandajevsky

Le vendredi 18 février à Bourret, l'Association Française des Malades de la Thyroïde organisait, en lien avec la Coordination Sud-Ouest, une soirée-repas sur la catastrophe sanitaire et humaine de Tchernobyl.

Youri Bandajevsky, professeur de médecine, ancien prisonnier d'opinion, défendu par Amnesty International et par le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, était présent pour exposer son combat pour diffuser une information valide sur les conséquences de l'exposition humaine à la radioactivité, pour lutter contre le déni des autorités et apporter une aide aux victimes de Tchernobyl.



Youri Bandajevsky.

Il a 29 ans lors de la catastrophe de Tchernobyl. Plus jeune professeur de médecine de l'Union Soviétique, il quitte Grodno après la catastrophe et fonde, au cœur des zones les plus contaminées en Biélorussie, un institut de médecine.

Dans cet institut, en moins de dix ans, seront soignés des milliers de patients, formés des centaines de médecins, soutenues nombre de thèses d'État et conduits de nombreux travaux de recherche. Youri Bandajevsky et son équipe y découvriront, décriront et analyseront le syndrome dû à l'incorporation chronique d'éléments radioactifs à durée de vie longue.

Bandajevsky s'exprime publiquement sur le devoir d'honnêteté d'information et de secours aux populations victimes de Tchernobyl, donne des informations précises sur le drame sanitaire en cours et à venir. En 1999, il est arrêté et est condamné, en 2001, à huit ans de prison au cours d'un procès violant les

règles de droit. Son emprisonnement, dans des conditions propres à une dictature, déclenche une mobilisation internationale. À la veille du 20^{ème} anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, le 25 avril 2006, Youri Bandajevsky est libéré et interdit de séjour en Biélorussie. Il fonde alors à Kiev le centre de coordination et d'analyse Écologie et Santé, et travaille à la mise en œuvre d'un modèle de mode de vie sûr, dans des conditions d'exposition à la radioactivité, pour améliorer la démographie et l'état de santé des populations vivant dans les territoires contaminés par la catastrophe de Tchernobyl. Des parlementaires européens lui manifestent aujourd'hui leur soutien actif et tentent d'obtenir un financement du centre par l'Union européenne.

Les bénéficiaires de cette soirée ont intégralement été reversés aux actions du centre Écologie et Santé de Kiev dirigé par Youri Bandajevsky et à l'AFMT, en soutien au procès mené par l'association sur l'impact sanitaire de cette catastrophe en France.

Plus d'infos : <http://asso-malades-thyroïde.org>
Contact : asso.thyroïde@gmail.com

Blocage du train d'enfer à Caen : des militants condamnés

Le 5 novembre dernier, 123 tonnes de déchets vitrifiés allemands, issus du centre de "retraitement" AREVA de la Hague, quittaient le terminale ferroviaire de Valognes (Manche), pour rejoindre le centre d'entreposage de Gorleben (Basse-Saxe). Avant d'être bloqué à de nombreuses reprises en Allemagne, ce convoi avait été arrêté une première fois à Caen (Calvados) par sept militants du GANVA (Groupe d'Actions Non-Violentes Antinucléaires). Pendant l'évacuation des voies, trois des militants ont subi des violences volontaires et des blessures graves de la part des "forces de l'ordre". Leur état a nécessité des interventions chirurgicales, des greffes de peau et des semaines de rééducation.

Leur procès a eu lieu le 8 décembre à Caen, en présence de près de 400 personnes venues les soutenir. Le 26 janvier, les sept militants du GANVA ont finalement été condamnés à un mois de prison avec sursis, et devront payer une amende de 1000 à 1500 euros. Ils ont également été condamnés

Procès GANVA.



à payer 20 500 € de dommages et intérêts à la SNCF et un euro symbolique à AREVA pour atteinte à l'image ! Enfin, mille euros de frais de justice ont été accordés aux deux parties civiles.

Cette condamnation très lourde s'inscrit dans une tendance générale à la répression du militantisme et montre la volonté des pouvoirs publics de criminaliser les actions de désobéissance civile contre le nucléaire, dans le but de verrouiller toute opposition.

Les militants du GANVA ont décidé de faire appel de cette condamnation, et déposent une nouvelle plainte devant la justice contre les policiers qui les ont blessés, leur première plainte ayant été classée sans suite par le procureur. Ils ont également contesté la légalité de ce transport, conjointement au Réseau "Sortir du nucléaire", devant le Tribunal administratif de Paris.

Pour soutenir le GANVA et en savoir plus :
<http://ganva.blogspot.com>
 Contact : ganva@riseup.net

Occupation de pylône THT : un jugement en demi-teinte

Le 13 janvier, s'est tenue à Rennes l'audience de militants du GANVA, convoqués pour l'occupation, entre le 29 mai et le 1^{er} juin 2007, de deux pylônes électriques supportant une ligne THT à 400 000 volts, à Romagné et Saint-Germain-en-Coglès (Ille et Vilaine). Cette action avait été organisée pour protester contre les projets de l'EPR à Flamanville et de la ligne THT Cotentin-Maine, et dénoncer la signature du décret d'autorisation de construction de l'EPR entre les deux tours des élections présidentielles.

De nombreux militants sont venus assister au procès et le juge a fait preuve, lors de l'audience, d'une forte attention face aux plaidoiries des avocats, qui sont parvenus à faire de ce procès un véritable procès du nucléaire. Le jugement avait été mis en délibéré et a été rendu le 13 janvier.

Les militants ne sont malheureusement pas parvenus à obtenir la relaxe. Ils ont été reconnus coupables mais dispensés de peine au pénal, le juge ayant tenu compte du contexte militant et du sérieux avec lequel l'action avait été réalisée ! Ils ont également été condamnés à payer "seulement" 6000 euros de dommages et intérêts à RTE (le gestionnaire du réseau de transport d'électricité), au lieu des 830 000 euros demandés !

L'APROMER se mobilise pour défendre les ENR

Le mardi 22 février, l'APROMER (Association de Promotion des Énergies Renouvelables) organisait à Vichy une conférence-débat sur la place des énergies renouvelables dans la production d'électricité. Suite à l'offensive généralisée contre les éoliennes



Ci-dessus : procès GANVA.

et l'électricité solaire photovoltaïque, il paraissait nécessaire à cette association auvergnate de faire le point sur la situation, en présence de Marc Jedliczka, directeur d'HESPUL (association pionnière du solaire photovoltaïque), vice-président du CLER (Comité de Liaison des Énergies Renouvelables,) et de l'association NégaWatt.

L'APROMER est une association technique indépendante des producteurs d'énergie et des fabricants de matériels, qui a pour objectif la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie (efficacité et sobriété énergétiques) et le développement des énergies renouvelables. Elle est soutenue par le Conseil régional d'Auvergne.

Plus d'infos : <http://www.apromer.fr>
 Contact : contact@apromer.fr

Une nouvelle exposition sur les déchets nucléaires

Le groupe Sortir du nucléaire Pays de Rennes vient de créer une exposition sur les déchets nucléaires, avec l'aide financière du Réseau "Sortir du nucléaire". Cette exposition dresse un tour d'horizon des déchets radioactifs produits par l'ensemble de la filière nucléaire civile et militaire.

Sa version courte — six panneaux de 84x120 cm — présente chaque étape de la filière, de l'extraction au stockage final.

Elle peut se compléter de sept autres panneaux de même taille. Chacun d'eux présentant des extraits d'articles récents de la presse francophone et apportant un éclairage supplémentaire sur les conséquences et impacts de la production de ces tonnes de déchets.

Elle est disponible en deux exemplaires et est mise à la disposition de tous les groupes qui en feront la demande auprès du groupe Sortir du nucléaire Pays de Rennes. Souple, simple d'envoi, facile à monter, ouverte sur l'international, elle pourra vous accompagner dans tous les événements que vous organisez.

Pour connaître les disponibilités de l'exposition et la réserver : paysderennes@sortirdunucleaire.fr

Cinq ans de marches contre le nucléaire ! Footprints for Peace lance une nouvelle campagne



L'association Footprints for Peace vient de lancer une nouvelle campagne intitulée "La Marche pour un avenir sans nucléaire". Entre le 21 août et le 30 octobre, une série de marches seront organisées au départ des mines d'uranium de l'Ouest de l'Australie, en passant par le Canada, les États-Unis et le Japon, pour clore l'évènement à Hiroshima, à l'occasion de la 70^e commémoration du bombardement.

En France aussi, une marche aura lieu le long de la Loire, cet été, en partenariat avec le Réseau "Sortir du nucléaire" et Footprints for Peace. Elle partira de la région de Sancerre le 1^{er} juillet, pour se terminer au "Pellerin", près de Nantes, le 31 juillet. Elle passera par Orléans (45), Blois (41) Tours (37), Chinon (37), Saumur (49), Angers (49) et Nantes (44).

Rejoignez nos marcheurs, venant du monde entier, pour une heure, un jour, quelques semaines ou pour toute la marche ! Allez à la rencontre de la population pour sensibiliser le public aux dangers du nucléaire, civil et militaire, et promouvoir les alternatives !

Si vous souhaitez accueillir les marcheurs chez vous, aider à l'organisation des étapes ou au ravitaillement, contactez-nous.

Plus d'informations sur la marche le long de la Loire : <http://marche-pour-sortirdunucleaire-et-pour-la-paix.over-blog.com> et www.sortirdunucleaire.org

Contact : Albert Monti
marchesortirdunucleaire@gmail.com

Pour les marches à l'étranger : www.nuclearfreefuture.com
Contact : Marcus Atkinson - marcus@footprintsforpeace.net

les conséquences humaines de la catastrophe de Tchernobyl, l'AIEA, afin de protéger les intérêts de l'industrie atomique, ose encore avancer le chiffre ridicule de 50 victimes. L'OMS, en diffusant également ce chiffre, se rend complice de l'AIEA dans son crime de non-assistance aux populations atteintes par les contaminations radioactives.

C'est pour informer le public sur cette situation et pour exiger l'indépendance de l'OMS, que le collectif "Independent WHO" a été créé en 2006. Ce collectif a notamment mis en place une action de vigie, aux portes de l'OMS à Genève. Celle-ci a débuté le 26 avril 2007 et se poursuit toujours aujourd'hui. Le 26 avril 2011, 25 ans après la catastrophe de Tchernobyl, cela fera quatre ans que ces hommes et ces femmes se relaient, chaque jour ouvrable de 8h à 18h, pour réclamer l'indépendance de l'OMS.

Pour les 25 ans de Tchernobyl, "Independent WHO" organise deux événements majeurs. Le samedi 23 avril, de 11h à 19h30, et le dimanche 24 avril de 10h à 19h30, ils seront présents sur le parvis des Droits de l'Homme à Paris pour une exposition sur les liquidateurs et enfants de Tchernobyl. Le mardi 26 avril toute la journée, ils organiseront à Genève un hommage aux liquidateurs de Tchernobyl, puis rejoindront la manifestation internationale de Genève.

Toutes les infos sur le collectif : www.independentwho.info

Pour les rejoindre en avril ou participer à la vigie, contacter Paul Roullaud : paul.roullaud@free.fr

Tout savoir sur les 25 jours d'actions organisées pour les 25 ans de Tchernobyl www.chemobyl-day.org

4 ans de Vigie devant l'OMS pour dénoncer la soumission de l'OMS à l'AIEA

Il y a 50 ans, en 1959, l'AIEA (Agence internationale de l'Énergie atomique) et l'OMS (Organisation mondiale de la Santé) signait un accord entérinant la soumission de l'OMS à l'AIEA. Pour ce qui concerne



22 mai 2011 - Manifestation en Suisse pour la sortie du nucléaire

En Suisse, les compagnies électriques Axpo, Alpiq et FMB souhaitent relancer le nucléaire en construisant deux nouvelles centrales. En 2013, une votation nationale sera organisée sur le sujet, mais déjà la campagne de désinformation et de promotion du lobby fait rage.

Comme l'année dernière, les militant-e-s antinucléaires suisses organisent, avec le soutien du Réseau "Sortir du nucléaire", une grande manifestation le 22 mai prochain.

Pour connaître le lieu précis du rassemblement : www.sortonsdunucleaire.ch



Tchernobyl : la banalisation par le tourisme

Depuis quelques années, un tourisme un peu particulier surfant sur la vague du désespoir s'est développé : le tourisme des catastrophes écologiques. Et sur la liste des nouveaux spots touristiques figure en bonne place le site de Tchernobyl, théâtre de la pire catastrophe nucléaire, humaine et écologique, de tous les temps. Amateurs de sensations insensées, suivez le guide !

Vous cherchez un lieu de villégiature aussi insolite qu'avant-gardiste, nous avons LA solution ! Oubliez St Tropez, Ibiza, Porto Cervo... toutes ces stations balnéaires, temples des paillettes et de la jet-set, ne sont plus "THE places to be" ! Pour épater vos amis la saison prochaine, c'est en Ukraine que vous devez vous rendre. Mais ne croyez pas pouvoir vous isoler à Yalta ou vous fondre dans la masse à Kiev... mesdames, messieurs, c'est à Tchernobyl qu'il faut être vu !

Et preuve ultime que Tchernobyl est bien plus qu'une destination pour touristes en mal de voyeurisme, le très influent magazine Forbes vient de la citer parmi "les plus exceptionnelles du monde". Là-bas, dans cette contrée fantôme, nul besoin d'hôtel, de plage privée ou de petites chaussures dernier cri... seuls un guide, un passeport, 160 tout petits dollars et une bonne dose d'assurance (ou d'inconscience, au choix) vous seront indispensables pour pénétrer l'antre du chaos.

Et l'attraction fait recette. L'année dernière, ce ne sont pas moins de 7 500 touristes qui se sont laissés charmer par le chant funèbre de l'accident nucléaire. Pourtant, c'est de notoriété publique, le site est encore extrêmement radioactif. Par endroits, notamment aux abords du réacteur accidenté recouvert d'une chape de béton fissurée, les teneurs en Césium 137 s'avèrent 35 fois supérieures au niveau naturel. Pour se décharger de toute responsabilité, les voyageurs qui proposent ces excursions morbides font signer aux participants une feuille détaillant les interdictions auxquelles ils sont soumis : ne pas manger en plein air, ne pas fumer en plein air, ne toucher à rien, ne pas s'asseoir par terre, ne pas poser ses affaires au sol, ne pas marcher dans l'herbe ou sur la mousse...



© Guillaume Briquet photographie - www.guillambriquet.com

Respirer l'odeur nauséabonde de la mort

Deuxième étape de la visite : la ville fantôme de Pripiat. Construite à quelques encablures de la centrale pour loger le personnel, elle a dû être évacuée en quelques heures dès le lendemain de la catastrophe. Déjà trop tard. Ne subsistent plus qu'immeubles abandonnés et écoles vides. Le temps semble s'y être arrêté, les objets jonchant le sol des appartements, les masques à gaz obstruant le sol des écoles... la ville a littéralement été abandonnée. Pourtant, de nombreux habitants sont d'ores et déjà morts, d'autres, moins chanceux, ont développé des cancers et doivent vivre avec un sentiment d'impuissance et de trahison. Rien qu'en Ukraine, ils sont 2,3 millions à porter les stigmates de la catastrophe.

Certains se laisseront tenter par l'inédite expérience, d'autres y verront une perversion morbide. Comme si l'Homme pouvait encore surprendre, cet animal qui ne se révèle que dans l'atrocité ! Et qui sait, peut-être qu'un jour, les colonies du Darfour ou la ville d'Haïti attireront elles aussi les foules d'un monde en quête d'identité ?

Albane Wurtz

Source : www.developpementdurable.com,
21 septembre 2010, publié sous le titre
"Tchernobyl : dernier spot touristique à la mode"



© Guillaume Briquet photographie - www.guillambriquet.com

Une avenue déserte à Pripiat, la ville la plus proche de la centrale de Tchernobyl.

Tchernobyl : un million de morts

Quand l'OMS dira-t-elle enfin la vérité ?

En décembre 2009, l'Académie des Sciences de New York a publié un ouvrage sur les conséquences sanitaires et environnementales de la catastrophe de Tchernobyl. Il s'agit de l'analyse et du recueil les plus complets et les plus à jour de données émanant de sources scientifiques indépendantes du monde entier¹. Les auteurs estiment qu'entre 1986 et 2004, 985 000 décès à travers le monde sont attribuables aux retombées de Tchernobyl. Ce chiffre est à comparer aux estimations fournies conjointement par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Agence internationale de l'Energie atomique (AIEA) en 2002²: à peine une cinquantaine de morts parmi les liquidateurs et 4000 décès à terme par cancer...

1 : "Chernobyl: consequences of the catastrophe for people and the environment". A. Yablokov, V. Nesterenko, and A. Nesterenko, *Annals of the New York Academy of Sciences*, Vol. 1181, Wiley Blackwell, December, 2009. Edition française en préparation.

2 : Communiqué de presse du 5 septembre 2005. Les chiffres se réfèrent uniquement au Belarus, à l'Ukraine et à la Russie.

Dénonçons le "label santé" délivré au nucléaire par l'OMS !

Depuis 25 ans, grâce à une opération de dissimulation organisée en haut lieu et coordonnée à une échelle internationale, le lobby nucléaire prive l'humanité d'une source unique et cruciale d'informations scientifiques sur l'accident industriel le plus grave de l'Histoire. Cette opération de dissimulation a été coordonnée par l'Agence internationale de l'Energie atomique (AIEA), porte-parole de l'establishment nucléaire, grâce à sa capacité de diffuser et d'imposer des contre-vérités pseudo-scientifiques. Il est scandaleux que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), agence des Nations Unies vers laquelle les populations du monde se tournent pour des questions de santé, subordonnée à l'AIEA en ce qui concerne les relations entre les rayonnements ionisants et la santé, participe à cette opération.

Ce nouvel ouvrage met à notre disposition une grande quantité de données provenant d'études indépendantes menées dans les pays touchés, données uniques et précieuses ignorées par l'establishment international de la santé. Pour les autorités pro-nucléaires, il constitue un défi de taille, d'autant plus que les stratégies couramment utilisées pour discréditer des études indépendantes sur Tchernobyl seront inopérantes. Le livre est publié par l'Académie des Sciences de New York ; il ne sera pas chose aisée pour le lobby nucléaire de balayer une publication émanant d'une institution aussi éminente.

Cette synthèse exhaustive des véritables dimensions de la catastrophe met en lumière l'insuffisance scandaleuse de l'aide internationale actuelle aux populations touchées. Par ailleurs, elle démontre, une fois de plus, qu'aucune politique énergétique responsable ne peut inclure l'énergie nucléaire.



Photo, colonne de droite : Une salle de classe, à l'abandon.

Participez à la Vigie d'Hippocrate organisée par IndependentWHO à Genève - cinquième année !

Le collectif IndependentWHO lance un appel pour l'indépendance de l'Organisation mondiale de la Santé en matière de rayonnements ionisants et de santé, et exige la révision de l'accord de 1959 avec l'AIEA, qui empêche l'OMS de remplir son mandat constitutionnel en tant qu' "autorité directrice et coordonnatrice de l'action sanitaire internationale". Depuis plus de quatre ans, tous les jours ouvrables de 8h à 18h, les vigies d'IndependentWHO poursuivent une protestation permanente devant le siège de l'OMS à Genève.

Exigez l'indépendance de l'OMS et l'indépendance des recherches scientifiques !

Contact : paul.roullaud@free.fr – Pour plus d'information : www.independentwho.info

AIEA : agence des Nations Unies ou lobby militaro-industriel ?

Les statuts de l'AIEA précisent que son objectif est "de hâter et d'accroître la contribution de l'énergie atomique à la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier". Il s'agit, en fait, d'un lobby commercial, travaillant en sous-main au service des intérêts militaires. L'AIEA n'a ni compétence ni mandat dans le domaine de la santé publique et ne devrait donc jouer aucun rôle dans la recherche ou dans l'élaboration d'une politique en matière de santé publique.

L'accord signé en 1959 par l'OMS et l'AIEA est la principale source de désinformation en ce qui concerne les conséquences sanitaires des activités nucléaires, y compris la catastrophe de Tchernobyl. Les recherches menées sur la radioactivité par l'OMS sous l'angle de la santé publique doivent être agréées par l'AIEA, et l'OMS ne peut prendre aucune initiative dans le domaine nucléaire sans l'accord préalable de l'AIEA.

Par son silence et ses mensonges, l'Organisation mondiale de la Santé se rend complice depuis des années d'un véritable crime scientifique et, en particulier, de non-assistance à populations en danger. Le "label santé" que l'OMS délivre à l'industrie nucléaire représente l'obstacle majeur dans la lutte pour la vérité sur les vraies conséquences sanitaires de Tchernobyl et des activités nucléaires en général.

La pseudo-science du lobby nucléaire

Le lobby nucléaire a fabriqué et entretenu une façade trompeuse de science respectable, sérieuse, qui fait autorité et est responsable d'une dissimulation de dimension colossale. Les gouvernements, les autorités nationales et internationales, les institutions universitaires et de recherche et les Nations Unies sont tous impliqués.

Le débat sur le nucléaire en général, et Tchernobyl en particulier, est faussé depuis longtemps par la pseudo-science du lobby nucléaire, dont les failles vont du flagrant et grotesque jusqu'au subtil

© Guillaume Briquet photographie - www.guillaumebriquet.com



Tchernobyl : la centrale nucléaire "Lénine" dans son sarcophage.

et mensonger. Parmi les procédés utilisés : falsification et suppression de données, censure de recherches, attaques contre les chercheurs indépendants et leurs institutions, exclusion de toute étude publiée en langue slave, exclusion de domaines scientifiques entiers tels que les effets sanitaires de l'irradiation chronique, interne, à faible dose, exclusion de toute maladie à part le cancer, manipulations des données, et enfin prise en compte uniquement de trois groupes spécifiques dans les trois pays les plus affectés – malgré la nature globale de la catastrophe et le fait que 57 % de la contamination est tombée en dehors de l'URSS.

Un seul réacteur nucléaire est capable de contaminer dangereusement la terre entière

Le nuage radioactif de Tchernobyl a fait au moins deux fois le tour de la terre à une altitude comprise entre 1 500 et 10 000 mètres, en laissant sa trace principalement dans l'hémisphère Nord. La plus grande partie des radionucléides (jusqu'à 57 %)

Soutenez BELRAD :

un institut scientifique au service de la protection des enfants touchés par Tchernobyl

BELRAD est le seul institut de radioprotection indépendant opérant dans les régions contaminées. Il apporte une aide effective, scientifiquement établie : outre une information adaptée, il effectue des milliers de mesures de radioactivité corporelle chaque mois et distribue des pilules de pectine de pomme, un produit qui accélère l'élimination des radionucléides de l'organisme, évitant ainsi des dommages internes irréversibles.

BELRAD représente une source unique d'informations scientifiques sur la réalité radiologique au Belarus. C'est pourquoi il irrite le lobby nucléaire, qui ne cesse d'œuvrer à sa disparition. Son existence et la poursuite de ses activités dépendent entièrement du soutien financier du public. L'association Enfants de Tchernobyl Belarus (ETB) est le canal autorisé pour les dons à BELRAD.

<http://enfants-tchernobyl-belarus.org>

sont retombés dans des pays hors de l'URSS. Bien qu'il y ait toujours débat concernant la quantité exacte de radionucléides libérés, il est clair qu'il y avait plusieurs centaines de fois la quantité libérée à Hiroshima et à Nagasaki. Dans treize pays européens, plus de 50 % du territoire ont été contaminés par les radionucléides et dans huit autres, 30 % du territoire.

Évaluation officielle : une minimisation criante des problèmes de santé

L'évaluation officielle des problèmes de santé (morbidité et mortalité) dans les régions affectées par Tchernobyl diffère d'un facteur de 100, voire même 1000, par rapport aux évaluations de divers chercheurs indépendants. Ces différences énormes – bien au-delà des marges d'incertitude scientifique habituelles – rendent impérieuse une enquête indépendante, transparente et responsable devant les citoyens. Les écarts reflètent parfaitement la source de la "science", à savoir si elle émane soit de l'establishment nucléaire (y compris les institutions universitaires et de recherche qu'il contrôle), soit de chercheurs indépendants des intérêts industriels et militaires.

Pour citer un des exemples les plus flagrants, entre 600 000 et 800 000 "liquidateurs" ont participé aux travaux de décontamination. Beaucoup ont reçu, souvent sans protection, des quantités effroyables de rayonnements et de particules minuscules fortement chargées en isotopes de l'uranium. En 2005 l'OMS, l'AIEA et le PNUD annonçaient toujours un bilan de l'ordre de cinquante décès alors que le médecin hygiéniste en chef de la Fédération de Russie a signalé en 2001 que 10 % de ses 184 000 "liquidateurs" étaient déjà morts. L'Ukraine a fourni des chiffres similaires.

À l'intérieur de l'hôpital de Pripyat, non loin de Tchernobyl.



© Guillaume Biquet, photographe - www.guillaumebiquet.com

Les véritables dimensions des conséquences sanitaires de Tchernobyl

Les conclusions générales peuvent être résumées comme suit : des milliers d'études indépendantes en Ukraine, au Belarus et dans la Fédération de Russie et de nombreux autres pays contaminés, à des degrés divers, par des radionucléides de Tchernobyl ont établi qu'il y a eu une augmentation significative de tous les types de cancer, des maladies des voies respiratoires, des affections cardiovasculaires, gastro-intestinales, génito-urinaires, endocriniennes, immunitaires, dans les systèmes lymphatiques et nerveux, dans la mortalité prénatale, périnatale et infantile, des avortements spontanés, des malformations et anomalies génétiques, des perturbations ou retards du développement mental, des maladies neuropsychologiques et de la cécité.

Il ne s'agit pas ici d'augmentations négligeables, de quelques pour cent comme le prétend le Forum de Tchernobyl, et elles ne peuvent pas être balayées. Les taux de certaines maladie ont doublé, triplé, quadruplé et plus encore parfois. La fréquence des cancers a augmenté de 40% au Belarus entre 1990 et 2000. La santé des enfants continue à se détériorer, y compris bien sûr celle des enfants nés depuis l'accident, de parents qui ont subi une contamination radioactive.

L'Académie des Sciences de New York se fait le champion de la science indépendante

La science citoyenne au service du public a joué un rôle critique en dévoilant la dissimulation en haut lieu et le crime ; l'exemple de la France est exemplaire à cet égard. La Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité (CRIIRAD) est devenue, de facto, l'autorité nationale française sur la pollution radioactive à qui on fait appel souvent en tant que témoin expert pour des questions nucléaires et aussi pour entreprendre des évaluations et pour conseiller d'autres pays.

On fait courir les plus grands risques aux populations en permettant à un petit nombre de nations et leurs consortiums (quelques milliers de personnes tout au plus), non seulement de définir la politique publique, mais, bien plus dangereusement, de déterminer la base factuelle elle-même qui sert à la formulation de cette politique, grâce au contrôle de la recherche et à la diffusion des "résultats" par l'AIEA et ensuite, par l'OMS.

La publication d'un recueil de données exhaustives et à jour sur Tchernobyl, provenant de chercheurs indépendants, par l'Académie des Sciences de New York envoie un signal fort à nos autorités nationales et internationales : la crédibilité de la pseudo-science de l'establishment nucléaire se réduit comme peau de chagrin.

Alison Katz

Texte extrait de "Health Consequences of Chernobyl": "The New York Academy of Sciences publishes an antidote to the nuclear establishment's pseudo science". *International Journal of Health Services*, Volume 40, Number 4, 2010, par Alison Rosamund Katz.

L'État français saurait-il "gérer" une catastrophe nucléaire ?

Simulation d'accident à Gravelines : récit d'une mascarade

À la veille des 25 ans de Tchernobyl, pour la première fois en France, l'État a tenté d'évacuer des populations lors d'une simulation d'accident nucléaire, qui s'est déroulée à la centrale de Gravelines (Nord) le 18 janvier dernier. La préfecture du Nord a organisé un périmètre d'évacuation de cinq kilomètres qui devait concerner 5 000 habitants et élèves dans deux quartiers de Gravelines. Le Réseau "Sortir du nucléaire" était sur place pour suivre le déroulement de l'exercice. Cette mascarade médiatique en apporte une nouvelle fois la preuve : il est impossible de se préparer à un accident nucléaire majeur.

Un risque d'accident nucléaire bien réel

Construite entre 1974 et 1985, la centrale nucléaire de Gravelines qui compte six réacteurs de 900 MW est la plus puissante d'Europe de l'ouest. La centrale se situe à proximité de treize sites Seveso¹, dont un dépôt pétrolier à moins de 500 mètres. Un accident nucléaire majeur a déjà eu lieu sur un réacteur de technologie similaire² à ceux de Gravelines : en 1979, à la centrale de Three Mile Island, aux États-Unis. En février 2011, deux anomalies graves ont été découvertes sur 19 réacteurs 900 MW qui pourraient entraîner la défaillance d'équipements de prévention d'accident nucléaire³. Ces anomalies concernent notamment la centrale de Gravelines dont cinq des six réacteurs fonctionnent avec un combustible au plutonium (le MOX), encore plus instable et dangereux que le combustible classique à l'uranium. La crainte d'un accident nucléaire à Gravelines n'est donc pas infondée.



© Martin Leers

Les populations instrumentalisées, les médias manipulés

L'ordre d'évacuation est donné dès 11h le jour de l'exercice dans les deux quartiers de Gravelines concernés. Les secouristes de la Protection Civile vont de maison en maison pour évacuer les habitants mais les portes restent closes, 350 personnes auraient même refusé l'évacuation⁴. Les véhicules des secours et des forces de l'ordre tournent en boucle dans des quartiers déserts, la population est aux abonnés absents.

Hormis les élèves et le personnel de mairie qui n'avaient pas leur mot à dire, 160 habitants auraient été évacués sur les 3 000 initialement prévus⁵. Le Réseau "Sortir du nucléaire" a constaté sur place que seulement 41 personnes avaient été accueillies dans un des principaux centres de regroupement des évacués⁶, qui aurait dû normalement accueillir 1600 personnes. cinquante cars attendaient la population, un seul car rempli quittera le périmètre.

La presse avait été conviée le jour de l'exercice pour écouter le directeur de la centrale affirmer qu'un accident nucléaire était hautement improbable. Encadrés par la communication d'EDF, les journalistes sont ensuite montés dans un car, qui a suivi la voiture du préfet pour la visite planifiée du poste de commandement (PC) communal et l'évacuation d'une école maternelle. L'exercice d'évacuation de Gravelines est avant tout une opération médiatique pendant laquelle les populations ont été instrumentalisées pour démontrer que l'État maîtriserait les conséquences d'un accident majeur.

Les six réacteurs nucléaires de la centrale de Gravelines.

1 : Sites industriels comportant des risques d'accidents majeurs, classés Seveso "seuil haut".

2 : Technologie de réacteur à eau sous pression. L'industrie nucléaire française a pris en compte en 1981 l'accident de Three Mile Island mais 46 des 58 réacteurs français n'ont pas pu être modifiés en profondeur puisqu'ils étaient soit déjà en exploitation, soit en cours de construction.

3 : Il s'agit d'une anomalie concernant la mesure du débit du circuit d'injection d'eau de secours des réacteurs et d'une anomalie concernant l'usure prématurée de pièces mécaniques de groupes électrogènes de secours.

4 : Selon l'article d'Hervé Morin "Accident nucléaire virtuel à Gravelines", *Le Monde*, 19 janvier 2011.

5 : *Id.*

6 : La maison de quartier des Huttes.

Photo colonne de gauche : Un habitant refuse de suivre les secouristes vers un des lieux de rassemblement à Gravelines.



© Martin Leers

Photo colonne de droite :
Le directeur de la centrale de
Gravelines s'adresse à la presse.

Des désaccords inquiétants entre l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) et EDF

Des membres de la Commission Locale d'Information (CLI) ont constaté des désaccords entre les acteurs de l'exercice au PC de la préfecture à Lille. Pendant l'exercice, l'ASN souhaitait élargir le périmètre d'évacuation de 2 km à 5 km autour de la centrale mais EDF s'y est opposée. L'ASN a demandé que l'évacuation se fasse avant que les habitants ne reçoivent une dose de radioactivité (fictive) de 50 millisievert (mSv)⁷, ce à quoi s'est aussi opposée EDF. Pour déclencher l'évacuation, EDF souhaitait attendre que les habitants de Gravelines reçoivent une dose de radioactivité cinquante fois supérieure à la limite annuelle autorisée pour l'exposition de la population aux rayonnements artificiels en France, soit 50 mSv⁸...

7 : Le sievert est l'unité de mesure des effets biologiques de la radioactivité sur un être vivant.

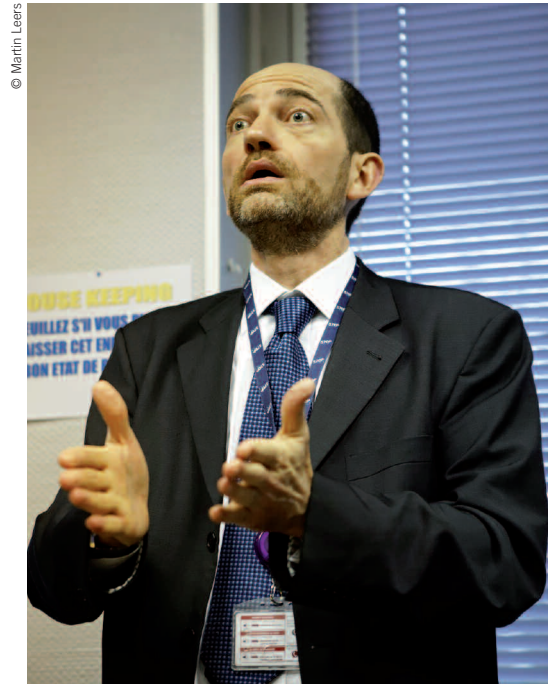
8 : La limite annuelle autorisée pour l'exposition de la population aux rayonnements radioactifs artificiels en France est de 1 mSv/an par personne.

Peut-on réellement se préparer à un accident nucléaire ?

Qu'il s'agisse de la venue en nombre, de toutes les régions de France, des secouristes de la Croix-Rouge et de la Protection Civile (présents avant le début de l'exercice), ou de la réquisition des cars destinés à évacuer 5000 personnes, l'exercice avait été prévu de longue date. La population était, elle aussi, au courant de l'exercice depuis plusieurs semaines et la simulation a eu lieu entre 8h et 16h45, un jour de semaine.

Mais que se passerait-il si un accident majeur frappait un weekend en pleine nuit et pendant un épisode neigeux ? Combien de secouristes, pompiers et gendarmes pourraient intervenir rapidement ? Combien de cars seraient réquisitionnés ? Enfin, combien de personnes accepteraient-elles d'intervenir dans une zone hautement radioactive ?

Un lieu de rassemblement
boudé par les habitants.



Un périmètre d'évacuation de 5 km autour d'un réacteur accidenté est-il suffisant pour protéger les populations, alors que Tchernobyl a contaminé toute l'Europe ? Si un réacteur explosait vraiment, le panache radioactif pourrait atteindre Londres, Bruxelles ou Paris : combien de personnes faudrait-il alors évacuer et pour combien de temps ?

La catastrophe de Tchernobyl nous apprend que les conséquences d'un accident nucléaire sont ingérables et les dégâts causés à l'homme et à l'environnement, irréparables. La seule prévention possible d'une catastrophe nucléaire est l'arrêt des réacteurs au plus vite.

Le Réseau "Sortir du nucléaire"

Quand Areva fait son cinéma...

Chouette ! Pour les dix ans de sa marque, Areva a décidé de nous emmener au cinéma pour nous montrer, en soixante secondes top chrono, "la grande épopée de l'énergie".



© Euro RSCG OMO - Addict - HS

Un audacieux travelling historique nous transporte depuis l'Égypte et les voiles gonflées par le dieu du vent Amon-Ra jusqu'au moulin hydraulique au Moyen-Age. Les images glissent ensuite à toute allure du 19^e siècle de la vapeur et du charbon, jusqu'au 20^e des puits de pétrole et de la station-service, piliers du rêve américain. Musique symphonique de superproduction, travelling saisissant, budget colossal de plus de 15 millions d'euros. Rien ne manque, sauf peut-être Indiana Jones.

Passant symboliquement du passé à l'avenir en franchissant l'écran d'un drive-in, on pénètre enfin dans un paysage idyllique (mer azur et monts embrumés d'or) où trônent, en bord de mer, les deux réacteurs d'une centrale nucléaire. Curieusement aucun panache de vapeur, aucune ligne à très haute tension ne vient gâcher le paysage, mais on sent bien que la centrale n'est pas une simple figurante. En mer, un champ d'éoliennes — encore une centrale — posées si près des côtes que l'on n'est certainement pas dans la France des ZDE et du NIMBY post-Grenelle. Un peu plus loin, une centrale photovoltaïque au sol — toujours une centrale — resplendit de tous ses feux.

Enfin, dans les dernières secondes du travelling, le monde merveilleux d'Areva se dévoile : un front de mer façon Rio de Janeiro où, sur les terrasses d'immeubles-tours, une jeunesse aisée danse, insouciant, éclairée en plein jour par de puissants sunlights.

Un monde de rêve, de teufs et de cigales qui dansent tout l'été. Sea, sex and nuke !

Le message est limpide : consommez sans inquiétude, nos centrales nucléaires ronronnent, fournissant le miel énergétique dont rêve l'humanité depuis des millénaires, depuis les premiers kWh produits dans l'effort, la sueur et le carbone. Areva, fournisseur officiel de la corne d'abondance. Le modèle énergétique est clair : l'énergie ne peut être que centralisée, le nucléaire-qui-n'émet-pas-de-CO₂ a les mêmes vertus que les renouvelables, il est propre sur lui et inépuisable.

Pas un mot sur l'envers du décor de cette superproduction : la prédation sur les mines d'uranium, les sous-intérimaires surpressurisés, les risques de prolifération, les déchets enfouis comme des autruches pour les siècles des siècles, les réserves de minerai limitées à quelques décennies, l'accident aux conséquences si incalculables qu'on préfère, justement, ne pas le calculer. Pas un mot sur le démantèlement dont la seule certitude est qu'il sera d'un coût pharaonique. Pas un mot sur tous ces fardeaux pour les générations à venir : ils sont gommés par ce clip habile, saupoudrés des vertes paillettes du développement durable, ce si bel oxymore anesthésiant.

Pas un mot enfin, dans cette "épopée de l'énergie", sur ce qui est dès à présent, au 21^e siècle, notre plus grande réserve d'énergie : le formidable gisement issu du non-gaspillage, de la sobriété et de l'efficacité énergétique. Pas une image sur qui devrait être notre véritable futur énergétique : un urbanisme à l'échelle humaine, des productions d'énergies décentralisées fondées sur des flux naturels et non sur les dernières ressources stockées dans le sol de notre seule planète.

"... en ce sens, ce film est porteur d'enthousiasme et d'humilité" ose dire sans rire le porte-parole d'Areva.

Le minimum de sagesse et, justement, d'humilité devrait nous imposer une conduite de fourmis prévoyantes et non d'insouciantes cigales dansant sur les toits de gratte-ciel, comme dansaient les passagers en first class dans le luxueux salon du Titanic.

Cette pub subliminale a cependant un mérite, un seul : elle nous confirme que lorsque Areva fait son cinéma, elle dispose d'un vrai talent dans la fiction nucléaire.

Thierry Salomon
Ingénieur énergéticien

AREVA lance une campagne publicitaire mondiale

Leur but : nous faire croire que le nucléaire est "propre" et ne pose aucun problème

Le clip de contre-information du Réseau a été regardé par plus de 52 000 internautes.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" porte plainte auprès du Jury de Déontologie Publicitaire

Il demande l'arrêt immédiat de cette propagande massive.

Plus de 17 000 personnes ont participé à la cyber-action contre le spot d'Areva !
Malheureusement, à l'heure où nous bouclons cette revue, nous venons d'apprendre que le JDP rejette notre plainte...

AGISSEZ AVEC NOUS !

Partagez ce clip !

**Participez à notre cyberaction !
www.sortirdunucleaire.org**

Visionnez notre clip sur le site www.sortirdunucleaire.org... et diffusez-le !

L'histoire de l'énergie selon Areva

Un anthropologue décrypte la propagande pronucléaire



© Euro RSCG C&O - Adfict - HS

Ce film publicitaire présente l'énergie comme un fait naturel, d'abord avec le vent sur le Nil, puis l'eau quelque part, dans un passé non identifié, avec une noria et des roues hydrauliques, et brusquement on passe à la modernité, le charbon, le pétrole, avant d'arriver au nucléaire sur fond de Copacabana. Le propos est particulièrement pervers parce qu'il néglige le fait fondamental : la rupture au XIX^e siècle dans le type d'énergie convoquée pour la machine. Avec le passage de l'usage des énergies renouvelables à celui des énergies fossiles nous avons choisi une toute nouvelle voie pour l'humanité. Malgré ce qu'en dit le film, cette civilisation fondée sur la puissance du feu est incommensurable avec les autres. Et en réalité, cette puissance ne l'a emporté sur celle des trois autres énergies naturelles qu'en 1903 en France. Les deux tiers du film nous parlent donc d'une période, celle du règne de la chaleur dans nos machines, qui n'est qu'un instant de l'histoire des hommes. Un instant que veut faire durer le nucléaire pour que nous n'ayons pas l'idée de changer de modèle de consommation (l'insondable stupidité de la voiture électrique en donne une illustration bien significative).



© Euro RSCG C&O - Adfict - HS



© Euro RSCG C&O - Adfict - HS

Le spot de propagande d'Areva montre côte à côte une centrale nucléaire, des éoliennes et des panneaux photovoltaïques...

La pub nous montre ainsi que le charbon et le pétrole marquent un moment particulièrement "noir" de l'histoire de l'énergie, un moment bien salissant pour la nature avant d'arriver au paradis de l'énergie propre. Ce tour de passe-passe révèle en réalité une fois de plus l'astuce si efficace sur laquelle repose la fascination pour l'électricité : le camouflage parfait des nuisances, habileté dans l'art de la dissimulation portée à son extrême par le nucléaire.



© Euro RSCG C&O - Adfict - HS

Le modèle du camouflage originel s'est ainsi institué comme loi du développement pour l'énergie électrique : lorsque Edison, en 1881, popularise son système électrique (c'est l'idée de système et non pas la seule lampe à filament de platine qui constitue l'innovation essentielle) il propose aux riches bourgeois de Pearl Street, à Manhattan, d'éclairer leurs intérieurs et il installe 1200 lampes. L'avantage, pour les utilisateurs, est alors évident par rapport aux becs de gaz qui noircissaient les papiers peints des intérieurs à la mode. Or cette électricité est le produit de deux générateurs installés à distance de Pearl Street, qui brûlent 5,5 tonnes de charbon par jour, les fumées étant emportées par le vent et les scories absorbées par l'eau de l'Hudson River où elles sont jetées.

Il en va toujours ainsi : la pollution électrique se fait essentiellement à distance, elle est relativement invisible et c'est ainsi qu'elle est acceptée pour sa supposée innocuité écologique. Alors que c'est tout le contraire : elle est un des premiers responsables, avec les transports, de la pollution au CO₂, et le nucléaire pousse le maquillage à un point ultime : le feu nucléaire est enfermé dans des masses de béton gigantesques, mais dispersées à la campagne. Astuce suprême, la nocivité des déchets ne se "voit" (au sens strict) plus du tout. Au lieu de fumées et poussières de charbon se découvrent des éléments étranges dont on ne peut mesurer la nocivité qu'avec des appareils compliqués. Et le maquillage devient même métaphysique : un raisonnement, entendu dans un entretien avec Charpak, affirme que le risque, s'il existe, concerne les humains dans un temps si long que l'on ne peut en tenir compte.

La fée électricité porte ainsi depuis toujours un masque qui cache la sorcière : elle a construit un énorme système technique, un macro-système technique, hors de portée du citoyen. Ce dernier n'a aucun moyen de demander des comptes ni d'avoir la moindre chance de maîtriser la puissance de ce feu nucléaire. La pub d'Areva nous montre des jeunes qui dansent et chantent au bord de la mer, on ne leur dit pas que sous leurs pieds un monstre s'agite qui rendra anecdotiques les pollutions au charbon si jamais la machine explosait ou si ses déchets remontaient des profondeurs souterraines.

Alain Gras

Socio-anthropologue des techniques

Auteur de *Le Choix du feu : aux origines de la crise climatique*, Fayard, 2007

Vite, des infos !

Un système énergétique à 100 % renouvelable en 2050 !

Quasi simultanément, deux études viennent apporter la démonstration qu'un système énergétique entièrement basé sur les énergies renouvelables, ou presque, est possible en 2050. Une étude du WWF le démontre à l'échelle mondiale¹, une étude de Greenpeace à l'échelle européenne².

Pour le WWF, voici le mix énergétique du futur : le solaire, l'éolien, l'énergie de l'océan, la géothermie, l'hydraulique, la biomasse. La demande énergétique en 2050 serait globalement inférieure de 15 % à ce qu'elle était en 2005. Le scénario prévoit une énergie accessible à tous, réduisant par là même la pauvreté. En fournissant une énergie propre, les économies réalisées atteindraient environ 4 000 milliards d'euros rien que pour l'année 2050. Les émissions mondiales de CO₂ issues du secteur de l'énergie seraient réduites de 80 %.

Pour atteindre ces objectifs, le scénario promet certaines évolutions des modes de vie : développement des transports en commun, réduction de la consommation de viande, réutilisation et recyclage accru des biens de consommation...

L'étude de Greenpeace établit qu'il est techniquement et financièrement possible de construire d'ici 2050 un réseau électrique européen "intelligent" qui fournirait 99,5 % d'électricité renouvelable à l'ensemble du continent, en renonçant au nucléaire et au charbon. Cette production sera garantie même en cas de faible ensoleillement ou de périodes sans vents.

1 : "The Energy report" - 100 % renewable energy by 2050, WWF
2 : "Battle of the grids", Greenpeace



© Aurélien Potier - Fotolia

912 000 emplois créés en Europe grâce aux énergies renouvelables !

EurObserv'ER estime à 912 000 le nombre d'emplois générés par le secteur des énergies renouvelables dans l'Union européenne en 2009, ainsi qu'un chiffre d'affaires de 120 milliards d'euros cette même année. L'Allemagne compte presque 2,5 fois plus d'emplois dans les renouvelables que la France...

Le premier des secteurs est celui de la biomasse solide avec plus de 280 000 emplois. Viennent ensuite l'éolien et le photovoltaïque avec respectivement 243 600 et 121 800 emplois. Ces filières semblent même être devenues des piliers économiques pour certains pays. De plus, elles proposent des emplois à haute valeur ajoutée et à forte technicité qui sont "une des clefs de l'avenir économique de l'espace européen."

Ça y est, la Belgique a aussi son réseau antinucléaire !

Depuis un an qu'ils y travaillaient, ils l'ont fait ! Après avoir lancé un appel, avec l'aide du Réseau "Sortir du nucléaire" et s'être réunis à plusieurs reprises, les militants antinucléaires belges et plusieurs organisations (Éco-Vie, Climat & Justice Sociale, GRAPPE, Brabant-Écologie) ont rédigé une charte et ont mis en place un réseau antinucléaire belge. L'Assemblée constitutive a eu lieu le 17 octobre 2010 et depuis plusieurs actions d'information et de sensibilisation ainsi que des interventions directes et non violentes ont été organisées.

Plus d'infos : <http://nucleaire-stop.blogspot.com>
Contact : nucleairstop@gmail.com



Création d'une coalition antinucléaire polonaise

La Pologne était en première ligne lors du passage du nuage de Tchernobyl. Pourtant, 25 ans après, les autorités veulent y lancer un programme nucléaire et construire deux centrales d'ici à 2022.

Les différents groupes antinucléaires viennent juste de se rassembler en une coalition nationale. En avril, elle organisera ses premières actions pour commémorer la catastrophe de Tchernobyl.

Le Réseau fait jurisprudence

Saisi par le Réseau "Sortir du nucléaire", le Conseil d'État avait annulé le 6 juin 2007 un décret gouvernemental du 9 février 2006 autorisant le démantèlement complet de la centrale nucléaire de Brennilis dans le Finistère. Il s'était rangé à l'avis du commissaire du gouvernement Yann Aguila,

qui s'était prononcé à la mi-mai 2007 en faveur de l'annulation du décret. La plus haute juridiction administrative avait estimé que l'exploitant de la centrale, EDF, n'avait pas respecté la procédure d'information publique, comme l'y oblige une directive européenne de 1985. Bonne nouvelle, nous venons d'apprendre que ce recours du Réseau "Sortir du nucléaire" fait à présent jurisprudence !

Bure : le mea culpa d'un élu bien informé...

Dans l'éditorial de janvier 2011 de *La Lettre du CLIS* (Comité Local d'Information et de Suivi) du laboratoire de Bure où se prépare l'enfouissement à grande profondeur des déchets hautement radioactifs, le président de cette instance, Jean-Louis Canova (élu et vice-président au Conseil général de Meuse), s'est livré à un véritable mea culpa.

S'en faisant l'écho dans un communiqué de presse, le CEDRA le synthétise en ces termes : on m'avait affirmé que si les déchets radioactifs étaient enfouis on pourrait aller les rechercher (la fameuse notion de "réversibilité"), j'y avais cru, je me suis informé, et j'ai compris que la réversibilité est impossible. Et pourquoi nous aurait-on menti ? C'est encore le pilote du CLIS qui répond, en dénonçant : "la réversibilité [...] est uniquement une "contrainte sociale" [pour] permettre au projet [d'enfouissement] d'être plus facilement accepté".

Une fois n'est pas coutume, voici un élu qui fait preuve d'honnêteté face au lobby nucléaire. Un exemple à suivre !

Trois opérateurs électriques renoncent à investir dans une centrale nucléaire roumaine

GDF-Suez, RWE et Iberdrola ont décidé de ne pas poursuivre leur participation au développement du projet nucléaire de Cernavoda en Roumanie. Les trois compagnies énergétiques, respectivement française, allemande et espagnole, sont associées depuis 2008 à SN Nuclearelectrica pour le développement des unités 3 et 4 de la centrale de Cernavoda. "Les incertitudes économiques et réglementaires qui entourent ce projet, notamment du fait de la crise économique actuelle, ne sont pas aujourd'hui conciliables avec les investissements nécessaires au développement d'un nouveau projet nucléaire" expliquent les trois entreprises dans un communiqué commun.

Chauffage urbain à Paris : vers plus de renouvelables

Un nouveau réseau de chauffage urbain sera établi le long de la ligne de tramway T3 actuellement en construction au Nord-Est de Paris. Auparavant, le

chauffage urbain n'était pas disponible dans cette zone — les consommateurs utilisaient d'autres formes de chauffage telles que le chauffage électrique individuel. Ce nouveau réseau permettra, par rapport au chauffage à partir de sources conventionnelles, de réduire les émissions de CO2 de 65 000 tonnes au total entre 2011 et 2014.

Ce projet encouragera les investissements futurs dans les unités de production de chaleur utilisant des énergies renouvelables qui seront reliées à ce réseau, et permettra de supprimer une chaufferie conventionnelle utilisant des combustibles fossiles dans cette région. Grâce à ce projet, ainsi qu'à d'autres projets en cours, d'ici 2020, près de 20 % de l'énergie utilisée pour le chauffage de Paris sera produite à partir de sources d'énergies renouvelables (biomasse, biogaz, géothermie) alors que ce pourcentage est nul pour le moment...

Défaillances de sûreté en série sur les réacteurs nucléaires français

Début février, suite à une alerte lancée par le Réseau "Sortir du nucléaire", EDF a été contrainte de communiquer sur une inquiétante "anomalie" de série sur 34 de ses réacteurs. Sur tous les réacteurs de 900 MW, en cas de fuite importante du circuit primaire, le circuit d'injection d'eau de sécurité pourrait s'avérer incapable d'empêcher la fusion du cœur. L'Autorité de Sûreté nucléaire (ASN) avertit ainsi : "en situation accidentelle, pour certaines tailles de brèche du circuit primaire principal, l'injection de sécurité à haute pression pourrait ne pas permettre de refroidir suffisamment le cœur du réacteur".



© C. François

© Laurent Vennelle



Le système d'injection d'eau de sécurité est le seul dispositif qui permette de retarder une fusion du cœur nucléaire lors d'une fuite importante d'eau du circuit primaire. Or EDF découvre, alors que les premiers réacteurs 900 MW tourment depuis plus de trente ans, qu'elle est incapable de mesurer si l'eau injectée par ce système se répartit comme il faut ! De l'aveu de l'ASN, cela "pourrait ne pas permettre de refroidir suffisamment le cœur du réacteur".

Quelques jours plus tard, rebelote : EDF s'est vue obligée de révéler une usure prématurée des "cousinets" des groupes électrogènes de secours, usure qui peut entraîner leur défaillance. Ces groupes électrogènes sont censés prendre le relais en cas de perte d'alimentation électrique extérieure, pour continuer à assurer les "fonctions vitales" de la centrale. La perte d'alimentation électrique d'un réacteur est un facteur de risque d'accident nucléaire majeur. Ce défaut concerne cette fois 19 réacteurs de 900 MW déjà fragilisés par l'anomalie non résolue sur les systèmes de refroidissement de secours.

Adieu Mary...

Mary Byrd Davis est décédée le 13 février dernier aux États-Unis, à l'âge de 74 ans. Elle était l'auteure, entre autres, d'un ouvrage fondamental pour les antinucléaires français, intitulé *La France nucléaire : matières et sites* *. Pour rédiger son livre, Mary avait procédé à un dépouillement systématique des publications officielles françaises qu'elle complétait dans certains cas par l'étude de

documents déclassifiés aux États-Unis. Elle avait par ailleurs interviewé un très grand nombre de personnes, des responsables de l'énergie nucléaire, bien sûr, mais aussi des syndicalistes ou des militants associatifs. Bien peu de ses interlocuteurs imaginaient que cette petite femme frêle et discrète, aux allures d'institutrice en retraite, était l'une des meilleures spécialistes mondiale du programme nucléaire français !

Le Réseau "Sortir du nucléaire" tient aujourd'hui à s'associer au chagrin de sa famille et de ses amis, et à lui rendre hommage. Son patient travail de recherche a beaucoup fait pour desserrer l'étau du secret qui pesait — et pèse encore — sur le complexe nucléaire civil et militaire.

* On peut trouver l'essentiel des informations de ce livre sur le site <http://www.francenuc.org>



Mary Byrd Davis (à droite) avec Rosalie Bertell (prix Nobel alternatif 1986, à gauche).

Changeons de mythe, sortons du nucléaire... Journées d'études du Réseau "Sortir du nucléaire"

Ce qui rend heureux, déclare Daniel Cohen, professeur d'économie à l'École Normale Supérieure, est la perspective de croissance. Or, poursuit ce docte professeur, nous devons penser aujourd'hui ce que serait un monde sans croissance (*Le Monde*, 8 décembre 2009). Autrement dit, nous devons trouver une nouvelle manière de vivre heureux sans le mythe du Progrès...

Le Réseau "Sortir du nucléaire" organise des Journées d'études et de réflexion les 18 et 19 juin 2011, à Toulouse (Lieu : la Chapelle, 36 rue Danièle Casanova), conjointement avec Les Amis de la Terre de Midi-Pyrénées. Elles seront précédées le jeudi 21 avril par une conférence-débat sur le mythe du Progrès (lieu : salle Sénéchal à Toulouse).

Ces journées d'études doivent proposer une réflexion théorique ouverte sur la pratique, être un moment fort de la campagne du Réseau en vue des élections de 2012 en dialoguant avec partenaires et adversaires, et nourrir notre réflexion stratégique.

La thématique choisie combine une réflexion sur le mythe du Progrès et la sortie du nucléaire. Dans l'état actuel de nos réflexions (et divagations), ces journées s'orientent vers une déclinaison en quatre mouvements qui combinent l'approche scientifique, politique et artistique :

◆ Samedi 18 juin :

Premier mouvement (matinée, presto) : trois conférences-débats autour de la thématique de la logique au mythe.

Deuxième mouvement (après-midi, prestissimo) : procès de l'industrie nucléaire, suivi en soirée d'une mise en chansons et en poésie...

Nous lançons donc un appel à témoins et à témoignages.

◆ Dimanche 19 juin :

Troisième mouvement (matinée, adagio) - table ronde : et si l'énergie nucléaire n'avait pas été inventée, que serait devenu le monde ? (inscriptions limitées à 50 personnes pour permettre un véritable débat entre tous les participants, vous pouvez vous inscrire dès maintenant).

Quatrième mouvement (après-midi, forte) : forum international avec des invités de différents pays qui témoigneront de l'état des choses...

Nous invitons tous ceux qui ont envie d'y participer et de proposer des idées à nous contacter à l'adresse mail suivante : journees-etudes@sortirdunucleaire.fr.

Michel Boccara,
membre du comité de pilotage des Journées d'études

Sans chauffage, moins de charges

Des HLM passifs, une première en Rhône-Alpes

Dans le logement social, construire passif est un bon moyen pour réduire les charges des futurs locataires. À La Terrasse, en Isère, six appartements sans chauffage permettent de faire rimer écologie et économies.



Des bâtiments qui se passent de chauffage : les HLM du futur existent déjà en Isère.

L'an dernier, Cécile et Hugues n'avaient encore jamais entendu parler d'habitat passif. Candidats au logement social, ils ont découvert le concept en même temps que leur nouvel appartement de La Petite Chartreuse, totalement dépourvu de radiateurs ! Dans une région où la neige s'invite chaque hiver, cela peut surprendre. Surtout quand on a deux enfants en bas âge et l'habitude de vivre dans un immeuble grenoblois (sur)chauffé au gaz de ville. "Avant d'entrer dans les murs, nous avons bénéficié d'une réunion d'information avec l'architecte et le bailleur social. Ils cherchaient des personnes prêtes à jouer le jeu. Cela nous plaisait d'habiter un immeuble écologique, mais nous avons dû apprendre à vivre différemment. Le soir en hiver, il fait un peu frais lorsqu'on rentre chez nous. La température se réchauffe quand on s'agite et qu'on fait la cuisine. En attendant, on met un

pull", témoignent-ils. Une fois ces nouvelles habitudes acquises, le couple estime qu'il fait bon vivre dans cet appartement lumineux construit sur les hauteurs de La Terrasse, une commune du massif de la Chartreuse.

Un autre HLM est possible

"C'est une chance de pouvoir faire découvrir l'habitat passif à une population qui n'y a généralement pas accès, témoigne Vincent Rigassi, l'architecte responsable du projet. À l'origine, la commune souhaitait construire un HLM économe en énergie pour réduire les charges des locataires. Ma proposition initiale comportait une chaufferie bois et un réseau de chaleur. Mais pour des raisons financières, on a préféré éliminer le chauffage et améliorer les performances thermiques. Le montant final est 30 % plus élevé qu'un programme HLM

Former, informer

On ne construit pas un HLM passif sans concertation ni implication des différents acteurs et corps de métier. Sur cette opération, la commune a d'abord travaillé en amont avec l'agence locale de l'énergie et le CAUE de l'Isère pour définir le projet. Un voyage en Autriche à la rencontre de bâtiments exemplaires a permis de convaincre le bailleur social. Pour sélectionner les artisans, l'appel d'offres mentionnait une journée de formation aux techniques d'étanchéité à l'air avant le début du chantier. Une obligation qui en a sans doute éliminé certains, mais en a attiré d'autres, prêts à apprendre un nouveau savoir-faire et à travailler de manière coordonnée pour l'obtention du label.



© Stéphanie Perraud - La Maison Écologique

manger et cuisine d'un seul tenant) regarde vers le sud. La régulation thermique est assurée par un système de ventilation double flux associé à une petite pompe à chaleur qui chauffe l'air en saison froide. L'ensemble est relié à un puits à saumure (ou échangeur géothermique) pour préchauffer l'air en hiver et le rafraîchir en été. Chaque appartement est également équipé de panneaux solaires thermiques sur le toit qui couvrent plus de 50 % des besoins annuels en eau chaude.

Photo colonne de gauche : Un des six logements est équipé de sondes afin de suivre l'évolution des températures et la qualité de l'air.

classique en tenant compte de l'ensemble des investissements. Les coûts de construction sont de 1859 EHT/m², cela reste plutôt bas pour du passif. Le bailleur social s'est laissé convaincre en raison du caractère exemplaire du programme."

Quand on voit le résultat, on peine à croire qu'il s'agit d'un HLM. Les deux petits bâtiments tout en bois à un seul étage s'intègrent parfaitement dans le quartier résidentiel. Le premier abrite deux appartements basse consommation labellisés Minergie. Le second, quatre logements passifs Minergie-P. Exposés plein sud avec vue sur le massif de Belledonne, tous disposent d'une terrasse couverte pour bénéficier des apports solaires en hiver quand le soleil est rasant, tout en protégeant des surchauffes estivales lorsqu'il est au zénith. Ces appartements — des T3 de 61 m² et des T4 de 70 m² — sont de taille modeste. Aucun espace superflu. Les chambres, petites et fraîches, sont orientées à l'est et à l'ouest. La grande pièce à vivre (salon, salle à

La Petite Chartreuse

Localisation : La Terrasse (38)
Début du chantier : février 2008
Livraison : février 2009
Occupation des logements : juin 2009

Matériaux :

Ossature bois : pin douglas et sapin
Bardage : mélèze
Isolation : fibre de bois

Surfaces :

Deux T3 de 61,10 m²
Quatre T4 de 69,60 m²
Loyer mensuel net :
T3 : 350 euros
T4 : 385 euros

Charges de chauffage / ventilation :

450 euros par appartement la première année. Un meilleur réglage et une bonne gestion par les habitants devraient diviser par trois la consommation annuelle.

Équipements :

- ◆ Petit cellier sur palier pour chaque appartement.
- ◆ Cour commune : quatre garages et un local vélos.
- ◆ Tous possèdent une terrasse, ou un jardinet privatif pour ceux du rez-de-chaussée.



© Stéphanie Perraud - La Maison Écologique

Deux bâtiments d'un étage plutôt qu'un immeuble élevé pour une meilleure intégration dans le paysage.



© Stéphanie Perraud - La Maison Écologique

"Ce n'est pas très étonnant. L'hiver dernier a été particulièrement rude. Pour gagner rapidement des degrés en rentrant chez eux, les habitants ont augmenté le débit de la ventilation, quitte à avoir trop chaud ensuite. La pompe à chaleur a pris le relais, ce qui a entraîné une surconsommation électrique, explique Vincent Rigassi. Le système était également en surrégime à cause d'un nettoyage des filtres trop irrégulier. Le problème devrait être résolu cet hiver. Mais la note d'électricité va aussi inciter les locataires à faire plus attention. Dans le passif, il faut accepter de rester habillé quand on arrive chez soi et attendre que l'appartement se réchauffe avec l'activité humaine."

Un point largement commenté lors d'une récente réunion entre les habitants, l'architecte et le bailleur social qui souhaitaient rester en lien pour avoir un retour d'expérience et tenter d'améliorer les performances du bâti. Une grande première en matière de logement social. Cet immeuble pionnier fait clairement figure de test. D'autres bailleurs sociaux pourraient s'en inspirer pour des opérations pilotes. Mais le surcoût reste un obstacle pour une généralisation. Car dans les HLM, seuls les loyers sont plafonnés. Curieusement, on ne tient pas compte des charges qui s'envolent dans les immeubles mal isolés, surtout avec l'augmentation programmée du prix de l'énergie. Si l'on intégrait ces charges, le plafond changerait du tout au tout. Les immeubles passoires montreraient leur véritable coût et la France pourrait se doter de HLM passifs. L'Autriche, elle, a déjà franchi le pas depuis longtemps.

Texte et photos Stéphane Perraud

Source : Magazine *La Maison écologique* n°60 (décembre 2010-janvier 2011)
<http://www.la-maison-ecologique.com>

Le "petit bloc" de deux appartements a servi de test avant de construire le grand avec quatre logements.

Retours d'expérience

L'immeuble, isolé en fibre de bois, est doté de triple vitrage. Cette enveloppe étanche doit permettre de réaliser 80% d'économies de chauffage par rapport à un immeuble construit selon la RT 2005 (réglementation thermique en vigueur). La consommation annoncée est de 27,4 kWh/m² an pour le chauffage, l'eau chaude et la ventilation. Mais la première année a révélé des chiffres bien supérieurs, notamment sur la VMC double flux qui a vu sa consommation tripler.

Photo colonne de droite : Chaque appartement dispose d'une terrasse plein sud, mais couverte pour éviter les surchauffes en été.

Coordonnées des professionnels :

Vincent Rigassi (architecte)- 38000 Grenoble
 vincent.rigassi@rigassi-architecte.com

Pluralis (maître d'ouvrage) - 38500 Voiron
 Tél. 04 76 67 24 09 - www.pluralis-habitat.fr



© Stéphanie Perraud - La Maison Écologique

La ferme des idées vertes

Imaginez un peu une petite éolienne installée en plein champ, capable d'alimenter une exploitation agricole dans son ensemble... Un vœu pieux ? Pas vraiment. Pierre Barriac, éleveur dans l'Aveyron, est passé à l'acte dans sa ferme du Ségala, où depuis trente ans, il multiplie les expérimentations en matière d'économies d'énergie.

Pierre Barriac est un personnage hors norme. Écologiste fougueux et déterminé. Discret aussi. Au cœur du Ségala aveyronnais, dans le petit hameau de Rhôdes, son exploitation et ses idées vertes interpellent forcément. C'est que, depuis plus de trente ans, cet éleveur de veaux se sert de sa ferme comme d'un laboratoire pour tester les énergies alternatives.

Chauffage-bois et chauffe-eau solaire

Preuve que les agriculteurs ne sont pas tous des pollueurs patentés, Pierre Barriac a embrassé très tôt la cause écolo, au lendemain du premier choc pétrolier en 1973. "La question de l'épuisement des réserves était enfin abordée. Mais le gouvernement semblait privilégier la filière nucléaire et je n'étais pas d'accord". Le jeune homme, encore à l'école à cette époque, décide alors de ne plus céder aux modes ou aux tendances. "Je voulais avoir un discours identique, dans la rue et chez moi". C'est le point de départ d'une série d'initiatives et d'expérimentations en matières d'énergies renouvelables, qui en 2010, n'ont pas encore trouvé d'épilogue !

En 1968 déjà, un chauffage central, alimenté en bois (voir encadré) avait remplacé le poêle et la cheminée dans la maison familiale. Devenu "patron" sur l'exploitation en 1977, Pierre Barriac poursuit en ce sens. En 1979, il met sur pied un capteur solaire auto-construit : un cadre en bois contre-plaqué de 20 à 25 millimètres d'épaisseur, un isolant à l'arrière, une tôle ondulée peinte en noir, le tout conjugué à un double-vitrage sur le dessus. L'ensemble, 3 m² efficaces, alimente un ballon d'eau chaude de 300 litres. "C'est très facile à fabriquer. Et ça n'avait rien d'exceptionnel à l'époque. Au début des années 80, il y a eu quelques exemples de mise en place de capteurs solaires. Seulement le suivi, l'entretien n'étaient pas assurés et ça s'est vite arrêté".



Une éolienne domestique de petite puissance

Pierre Barriac, au contraire, ne se démonte pas et continue d'explorer le monde des énergies renouvelables, bousculant parfois les idées reçues. Comme en 1996, lorsqu'il envisage de compléter son capteur solaire avec une installation photovoltaïque et une petite éolienne, le tout raccordé au réseau ! "C'est là que les ennuis ont commencé". Le dossier, le premier connu en France, de raccordement d'une éolienne domestique de petite puissance, est passé entre les mains de dizaine de services, pour être finalement autorisé sept ans après les premières démarches. "EDF n'en voyait pas l'intérêt, ne l'avait même jamais envisagé et craignait que ça

Chauffage-bois sans gaspillage

Nichée à 640 mètres d'altitude, dans le petit village de Rhôdes, l'exploitation de Pierre Barriac se divise en deux parties : 25 hectares voués à l'élevage (veaux d'Aveyron et du Ségala, estampillés Label rouge) et 8,5 hectares de bois. Un espace qui lui permet de débiter lui-même les bûches nécessaires à son chauffage. Installée en 1968, la chaudière alimente deux maisons d'habitation de 260 m², soit quatorze radiateurs, et avale près de 40 stères chaque année, ce qui équivaut à 5 560 litres de fuel. Depuis 2003, Pierre Barriac utilise aussi des plaquettes de bois grâce à la création de la Cuma (Coopérative d'utilisation du matériel agricole) départementale "Énergie innovation" et l'achat d'une déchiqueteuse qui ont permis la valorisation des bois de faible section,

habituellement laissés au sol : petites branches, haies... Une fois broyés, les copeaux sont mélangés manuellement aux bûches directement dans la chaudière. "J'ai d'abord fait un essai, qui a bien marché et j'ai persévéré dans cette façon de faire". La forêt – châtaigniers, chênes et hêtres – est aussi mise à contribution pour l'habitat, de la construction à la décoration. Pierre Barriac a réalisé des pièces de charpente, des voliges, des planchers, des escaliers et quelques meubles de très belle facture. Mais aussi des aménagements extérieurs : abri pour les poules, rampes, barrières, balancelles... Sans compter les bénéfiques induits du matériau : "un confort de vie sans pareil et le stockage du gaz carbonique".



© Mélisa Guendouzi

perturbe les réseaux. Quand je pense que maintenant, c'est elle qui nous encourage pour le photovoltaïque, je trouve ça surréaliste". Si l'agriculteur a tenu, ce n'est que par conviction. "Contrairement aux soixante-huitards qui se veulent autonomes, je souhaitais rester rattaché au fonctionnement de la société et proposer quelque chose d'utile pour tous et qui soit reproductible, tout en étant sécurisé. C'est pour ça que ça été si long".

En septembre 2003, Pierre Barriac accueille donc dans sa ferme 8 m² de panneaux photovoltaïques, exposés au Sud sur le pignon d'un bâtiment. La puissance installée représente un kilowatt-crête. "C'est très anecdotique, mais il faut savoir qu'avant 2006, le prix de rachat était seulement de 0,15 centimes d'euros par kW/h. Les tarifs aujourd'hui sont plus intéressants : autour de 0,58 euros. Et c'est ce qui est édifiant : les gens y viennent non pas par souci écologique, mais davantage pour des raisons financières".

Et bientôt, une maison bois

Difficile de soupçonner Pierre Barriac d'être lui-même attiré par le gain. En ce qui concerne l'éolien, le prix de rachat de l'éventuel surplus d'électricité produite est presque dix fois moins élevé que pour le photovoltaïque : 0,06 euros par kW/h. "C'est le

Électricité garantie

Ce qui singularise la ferme de Rhôdes, ce n'est pas tant son éolienne que l'association de deux installations de production d'électricité : éolienne et centrale photovoltaïque. Connectées entre elles et raccordées au réseau, elles fonctionnent tantôt en même temps, tantôt de façon indépendante. Trois compteurs, installés à la ferme, permettent de mesurer en temps réel la production solaire, la production éolienne ainsi que la vitesse du vent. L'exploitation produit ainsi autant d'électricité qu'elle en consomme. Le surplus, généralement engendré par l'éolienne, est réinjecté sur le réseau de distribution.

Éolienne

Éolienne tripale de 7 mètres de diamètre fixé sur un mât autoporté de 18 mètres de haut.

Puissance : 10 kW à 13m/s soit 47 km/h.

Production annuelle : 13 000 kW/h.

Raccordée au réseau EDF en basse tension 380 V triphasé 50 Hz.

Capteurs photovoltaïques

8 m² de capteurs inclinés à 45° et orienté plein Sud.

Puissance : 1 kWc.

Production annuelle : 1 200 kW/h.



© Mélisa Guendouzi

parent pauvre de l'électricité". Installée en 2003 à 700 m d'altitude, sur des terrains en surplomb de la ferme, l'éolienne de l'agriculteur s'élève à près de 18 mètres de haut. Elle est équipée d'une hélice tripale à inclinaison fixe et produit environ 13 000 kW/h par an, ce qui correspond à peu près à la consommation de l'exploitation. "Ce système demeure un exemple. On en a tiré beaucoup d'enseignements, bons comme mauvais. Mais c'était nécessaire pour trouver la bonne façon de faire. Et si pour moi, ce n'est pas terrible, c'est une indication pour d'autres. L'essentiel c'est d'avancer. J'ai quand même réussi à faire quelque chose qui fonctionne. Même si aujourd'hui, ce serait beaucoup plus simple à réaliser".

Depuis 2003, plus de mille personnes sont venues visiter la ferme et découvrir sa principale attraction, l'éolienne. De quoi renforcer encore les certitudes environnementales de Pierre Barriac et l'inciter à persévérer. "Ce qui m'intéresse pour le moment, c'est d'essayer de consommer moins, d'être en adéquation avec "le local" en trouvant des ressources ici". Pour finir, cet éleveur de veaux d'Aveyron et du Ségala s'imagine bien dans une maison bioclimatique, autoconstruite grâce au bois de l'exploitation et à ses compétences de charpentier. "Mais il faudra du temps...", conclut-il.

Mélisa Guendouzi

Source : *Habitat naturel* n°36
janvier-février 2011



© Mélisa Guendouzi

Chauffe-eau solaire 3 m² autoconstruit

Ballon de stockage de 30 litres avec échangeur et résistance électrique.

En 2000, rajout d'un pré-capteur de 80 litres avant ballon permettant de réchauffer l'eau froide avant son entrée dans le ballon.

Production : 80 % des besoins en eau chaude l'été. Les 20 % restants étant fourni par l'électricité et par la chaudière bois en hiver.

© Mélisa Guendouzi



L'énergie solaire par concentration : une opportunité pour les pays arabes

Depuis des millénaires, on concentre la lumière du soleil pour produire de l'énergie. Archimède, dit-on, avait mis le feu à la flotte de l'envahisseur romain en 212 av. J.-C. à l'aide de boucliers polis. Au XV^e siècle, Léonard de Vinci soudait le cuivre à l'aide de grands concentrateurs solaires. Mais ce n'est que dans les deux derniers siècles que les scientifiques ont commencé à caresser l'idée de construire des collecteurs solaires pour générer de la chaleur autrement qu'en faisant du feu – et des progrès véritables dans le domaine de l'énergie solaire par concentration n'ont commencé à être enregistrés que vers la fin du XX^e siècle.

Photo colonne de droite :
Un fluide qui circule au-dessus des capteurs est chauffé par concentration des rayons solaires.

C'est dans les années 1860 que les turbines commencèrent à tourner lorsque les inventeurs français Auguste Mouchet et Abel Pifre construisirent les premiers moteurs solaires ; mais 130 ans s'écoulèrent avant que le premier de ces moteurs soit connecté à un réseau. Un miroir parabolique impressionnant de huit étages capable de produire 1 mégawatt (MW) fut inauguré en France en 1969, mais il fallut attendre encore seize ans pour que la première centrale solaire à concentration voie le jour – en Californie. Comparée à d'autres énergies renouvelables, comme l'éolien et le photovoltaïque solaire, l'énergie solaire par concentration a été longue à prendre son essor. L'ampleur même des équipements et des investissements nécessaires pour alimenter le réseau public, le risque perçu par l'investisseur associé au manque de soutien des pouvoirs publics aux technologies nouvelles, et l'instabilité économique y faisaient obstacle.

Le roi soleil contre l'atome

Les centrales solaires à concentration prévues dans le monde représentent actuellement une capacité de production de quelque 1,8 GW et d'autres sont planifiées dans 16 pays pour produire 14 GW de plus.

Capteurs solaires à concentration couplés à des moteurs Stirling.



Ce n'est peut-être pas beaucoup en comparaison de la capacité mondiale de production d'énergie éolienne prévue en 2010 et correspondant à près de 200 GW, mais l'énergie solaire concentrée a un avantage certain sur les énergies éolienne et photovoltaïque : elle peut être stockée sous forme de chaleur pendant douze heures (en utilisant du sel fondu, de la pierre et de l'air, ou des matériaux à changement de phase), ce qui permet d'alimenter le réseau en fonction des besoins ; elle peut donc concurrencer l'énergie tirée des combustibles fossiles et l'énergie nucléaire.

La courbe des coûts de production de l'énergie solaire par concentration est actuellement à la baisse. Il ressort de la comparaison entre le coût de construction d'une centrale solaire à concentration de 100 MW avec une capacité de stockage de six heures (0,14 centimes de dollar par kilowatt-heure (kWh)) et celui d'une centrale nucléaire (0,17 à 0,22 centimes de dollars par kWh au minimum) que l'installation de la première est moins onéreuse et qu'elle est aussi plus rapide et plus propre. En effet, si les subventions annuelles aux combustibles fossiles, d'un montant de 557 milliards de dollars, étaient supprimées, le coût de certaines technologies d'énergie thermique ou d'énergie solaire par concentration serait déjà moins élevé que celui du charbon, et elles pourraient concurrencer le gaz naturel.

L'énergie solaire par concentration a également des applications industrielles puisqu'elle peut remplacer les chaudières à gaz naturel traditionnellement utilisées dans l'industrie lourde, comme par exemple pour la récupération améliorée du pétrole, et qu'elle peut alimenter les usines de dessalement. À la fin de sa durée de vie, l'usine entière peut être démantelée en quelques mois et les coûts afférents sont compensés par la valeur des déchets de métal récupérés — tandis que les coûts de fermeture d'une centrale nucléaire peuvent aller de 100 millions à 17 milliards de dollars.

Alors, comment cela fonctionne-t-il ? Comme une centrale électrique traditionnelle, une centrale solaire à concentration alimente une turbine à vapeur pour produire de l'électricité, mais en utilisant la lumière du soleil. Les technologies éprouvées sont notamment les capteurs de forme parabolique, les centrales à tour et les systèmes linéaires de Fresnel qui chauffent l'eau jusqu'à des températures de 370°C en boucle fermée pour produire de la vapeur ou bien produisent directement de la vapeur à des températures allant jusqu'à 500°C. Les tours solaires produisent déjà directement de la vapeur saturée à environ 250°C. Une centrale pilote israélienne — le précurseur de celle de 370 MW prévue en Californie — produit de la vapeur surchauffée jusqu'à 550°C. Les générateurs de Fresnel peuvent produire directement de la vapeur à des températures de 450°C. Un autre concurrent, le système parabole-Stirling, ne produit pas de la vapeur pour faire tourner une turbine, mais utilise des miroirs paraboliques pour concentrer la lumière du soleil sur un récepteur. Ce dispositif, qui suit la trajectoire du soleil, peut chauffer un gaz jusqu'à des températures supérieures à 600°C pour actionner un moteur Stirling qui produit de l'électricité.

La pierre d'achoppement : l'eau

Le besoin d'eau pour l'installation de refroidissement est une grosse pierre d'achoppement pour la production d'énergie. C'est ainsi que le refroidissement d'une centrale nucléaire nécessite 3 000 litres par mégawatt-heure environ et une centrale à charbon jusqu'à 2 000 litres par mégawatt-heure. La plupart des centrales solaires à concentration ont une meilleure performance que les centrales nucléaires et certaines sont à égalité avec celles à charbon.

Cependant, la production d'énergie solaire par concentration dépend d'un rayonnement direct normal presque parfait qui ne se trouve généralement que dans les régions de type désertique. Il peut donc s'avérer difficile d'obtenir de l'eau et les populations locales peuvent faire opposition. Ceci a récemment amené à mettre au point des technologies de refroidissement sans eau, plus onéreuses. Cependant, le système parabole-Stirling ne demande absolument pas d'eau, sauf pour laver les miroirs.



Le four solaire d'Odeillo (1 MW) dans les Pyrénées Orientales.

En ce qui concerne l'énergie solaire concentrée, sa dépendance d'un rayonnement parfait signifie qu'elle est géographiquement limitée aux régions de la Terre appartenant à la ceinture solaire, ce qui exclut son utilisation sous les latitudes plus fraîches. Mais les déserts reçoivent en six heures plus d'énergie solaire que ce que la population mondiale consomme en une année. La maîtrise de cette ressource solaire est donc vitale pour les pays du Moyen-Orient (comme le Liban) et de l'Afrique du Nord (comme le Maroc) qui importent 97 % de l'énergie dont ils ont besoin. [...]

Ceux qui sont tributaires des importations de combustibles fossiles sont souvent liés par des accords d'achat à long terme et c'est là que des technologies comme l'énergie solaire concentrée hybride viennent à point nommé pour prendre le relais. En associant des centrales solaires à concentration à des centrales à charbon déjà en place, pour augmenter la production de vapeur, les générateurs existants pourraient économiser les réserves de combustibles fossiles et créer entre-temps une demande plus que nécessaire pour les technologies relativement nouvelles et coûteuses de production d'énergie solaire par concentration. La centrale solaire à concentration peut compléter les centrales à charbon et à gaz pendant le passage de la société à des sources d'énergie propre et renouvelable, et pour remplacer la dépendance à l'égard des combustibles fossiles, grands responsables des émissions de gaz à effet de serre aujourd'hui.

À plus long terme, les centrales solaires à concentration autonomes pourraient fournir une énergie de base 100 % propre, durable et renouvelable. L'avenir en devient beaucoup plus lumineux.



Une tour solaire à concentration.

B. G.

Fondateur et directeur de la revue *CSP Today*

Publié le 26 février 2011, sous le titre "Avantages de l'énergie solaire par concentration", par le portail algérien des énergies renouvelables <http://portail.cder.dz>

Le Réseau, c'est vous ! Cette revue, c'est la vôtre !

**Vous souhaitez réagir ou faire une proposition d'article au Réseau "Sortir du nucléaire" ?
N'hésitez pas à écrire à : xavier.rabilloud@sortirdunucleaire.fr.**

Propagande d'Areva et clip du Réseau : vos réactions

De très nombreux internautes ont commenté sur le site web YouTube le clip de contre-information diffusé par le Réseau "Sortir du nucléaire" en réaction à la gigantesque campagne de propagande d'Areva. Nous avons choisi quelques échanges éloquentes issus de ces commentaires...

Message de **Ida93** :

AREVA : votre rêve n'est pas le mien. Le monde que vous nous promettez est basé sur un mensonge. Pourquoi ne voit-on pas les déchets dans votre publicité ? Parce que leurs radiations ne se voient pas ? Tout comme l'idéologie qui vous pousse à les gommer ? Non seulement le nucléaire n'est pas propre mais ses déchets sont dangereux pour des millénaires, et vous le savez. Vos fûts bétonnés ne tiendront pas même le temps d'une génération, quant à votre rhétorique, elle est déjà fissurée...

Message de **zexes12** :

Ce genre de vidéos contre le nucléaire sont aussi une vraie propagande !! Si le nucléaire n'existait pas, où en serait-on ? Aux centrales à charbon, gaz ou pétrole comme en Chine et qui polluent l'air de façon phénoménale ? Condamner tous les Français à utiliser des panneaux solaires ? Implanter des milliards d'éoliennes ? C'est facile de critiquer le nucléaire qui a certes ses défauts, mais il faut rester réaliste en attendant que de vraies nouvelles sources d'énergie apparaissent !

Réponse de **djoxygennfr** à **zexes12** :

Parce que des déchets radioactifs pour des millions d'années sont moins polluants ?

Et comment font les 170 pays sur 200 qui n'ont pas de centrales nucléaires ?

Et consommer moins et plus efficace n'est il pas une solution en plus du renouvelable ?



© yim Alex

Attendre quoi ? L'accident irréversible ? L'erreur humaine existera toujours et sur le nucléaire, la conséquence n'est pas mineure ...

Message de **TheHerryon** :

Il y a un fait particulièrement drôle quand on voit que si les écolos disent que le nucléaire c'est mal, ils ne proposent ni solution ni innovation, qui nous permettrait de nous passer de cette production d'énergie. Alors oui il y a des déchets et il faut éviter ça, mais au lieu de brasser de l'air à l'instar des éoliennes, dites-nous qu'est-ce que vous proposez de vraiment efficace contre ce problème. Là vous pourrez vous vanter d'être de vrais écolos et pas juste des critiques obscurs.

Réponse de **oliviereudes** à **TheHerryon** :

Bandes de quiches, ça fait des années qu'on propose des solutions, encore faut-il écouter, et surtout agir ! Alors les vraies éoliennes et moulins à vents, ce sont vous, commentateurs stériles et qui se gardent bien de regarder la réalité en face ! Toute production d'énergie coûte, mais il y a de bonnes grosses différences avec le nucléaire et ses mensonges et ses

90 % de fonds publics et son extraction d'uranium etc., etc... La meilleure énergie, c'est celle que l'on n'utilise pas pour rien.

Message de **ben59240** :

Arrêtons un peu d'être borné de chez borné, toutes les énergies seront sales, quoi qu'on fasse.

Réponse de **vamidade** à **ben59240** :

Toutes les énergies sont sales ? Mais entre "très peu sales" (donc peu dangereuses) et "excessivement sales" (donc très dangereuses), on peut quand même avoir le droit de choisir celle qui serait la moins nuisible... non ? ... enfin... si on est dans une vraie démocratie bien sûr !

Réponse de **123soleildu74** à **ben59240** :

Vous croyez que la construction des centrales, des sites de stockage etc., n'émet pas de CO₂ ? Ça en émet mille fois plus que si on construisait des panneaux solaires, des hydroliennes, des éoliennes... STOP AU NUCLEAIRE CIVIL ET MILITAIRE ! On court à notre perte !

Message de pl07sr :

C'est du grand n'importe quoi... le nucléaire est LA solution au réchauffement de la planète, malgré toutes les campagnes de désinformation faites de mensonges et d'ineptie dont vous vous gargarisez. Arrêtez de rêver, et redescendez sur terre...

Réponse de SuperJeromeTube à pl07sr :

Bien cher pl07sr, vous êtes la preuve vivante que la propagande fonctionne... Je suis ingénieur dans l'industrie et j'ai tous les jours l'occasion de constater la myopie incroyable de mes collègues et de leurs chefs (en remontant jusqu'aux plus hautes sphères de la technosstructure). Ce n'est vraiment pas rassurant.

Réponse de yann55551 à pl07sr :

Cher Monsieur,

Et bien moi, j'ai travaillé pour le CEA et je n'en suis pas fier. Savez vous qu'en ex-URSS, des centaines d'hectares correspondant à 1/2 département français tous les deux ans sont remplis de déchets nucléaires venant du monde entier dont on ne sait que faire... certes il y a l'enfouissement (entre nous, c'est la politique de l'autruche) pour les déchets les plus dangereux mais pour tous les autres déchets, les plus nombreux, que fait-on ?... le coût du nucléaire est exorbitant.

Extraits des messages de SIM754

(Serge Simard, ex-technicien nucléaire à la centrale nucléaire québécoise de Gentilly 1) :

J'ai travaillé dans une centrale nucléaire ici au Québec et j'en suis sorti dégoûté face à ce que je devais dire pour conserver mon emploi. [...] ici au Québec en 1978 à la centrale Gentilly 1, on faisait des tests

de montée en puissance avec très peu de moyens de secours si le réacteur s'était emballé. C'est le genre de révélation que nos amis du nucléaire ne souhaitent pas entendre de la part de leurs employés. Si ceux-ci [font des révélations] aux médias, on les poursuit pour enlever à d'autres l'idée de faire de même. On m'a puni pour avoir osé dire la vérité, qu'en est-il en France ? [...]

J'ai des amis aux Québec, des anciens collègues qui souffrent de différents cancers, une amie aux USA en Ohio qui se bat pour sa vie et fut comme moi technicien du nucléaire et la défense des [opérateurs de centrales nucléaires] c'est qu' "il n'y a aucun rapport avec les gammas, les neutrons, les bêta, les alpha... alors pourquoi se protéger c'est superflu. Les doses sont toujours rapportées comme minimales et les salaires super intéressants, alors "dansons sur les toits !" [...]

J'aimais le nucléaire jusqu'au jour où on m'a dit de mentir à la population et de tricher sur les effluents sortant de notre centrale. Je m'étais engagé comme technicien en radioprotection et j'aimais la détection des rayonnements mais pas les menteries [= mensonges, en québécois ! NDLR] qui allaient aller avec.

Une indignation salutaire...

J'ai envoyé un courriel au webmaster du site du journal sportif *L'Équipe* le 21 janvier 2011, dont voici la copie :

"Par la présente, j'ai l'honneur de demander le retrait de la publicité AREVA payée par nos deniers pour tenter de faire passer le nucléaire (qui dépend d'une énergie fossile, lègue des déchets aux générations futures pour des millions d'années) pour une énergie renouvelable. Mais surtout ce spot tend à faire croire que le nucléaire permettrait de réduire la production de CO2 alors même que c'est le chauffage électrique qu'il sous-tend



Action au stade de Bercy contre le financement de l'athlétisme français par AREVA.

qui est le principal responsable des pics de consommation nécessitant le recours à des centrales à gaz. Il est clair que je n'achèterai plus *L'Équipe* ni consulterai le site tant que cette publicité existera. Cordialement. Ce message sera envoyé en copie à cent personnes."

Je suis allé sur le site de *L'Équipe* il y a cinq minutes et super, plus de pub d'AREVA, que du bonheur !

Stéphane C (74)

Une carte de France qui fait l'unanimité

Nous avons eu d'innombrables retours positifs sur la carte de France du nucléaire que nous avons publiée fin 2010. En voici deux parmi tant d'autres...

Un petit mot pour vous dire que la carte de France des sites nucléaires est très bien. Mon fils (neuf ans) l'a affichée dans sa chambre sans que je ne lui demande rien : j'ai trouvé ça génial.

Anonyme

Jacques Boudier, avec qui j'ai discuté cet après-midi m'a chargé de transmettre ses remerciements au Réseau pour la carte des sites nucléaires. Jacques, un des deux conseillers municipaux Verts de Dieppe, a fait don d'un exemplaire de cette carte à chaque membre du Conseil municipal.

Frédéric L



Écoblanchiment.

Quand les 4x4 sauvent la planète

Les militant-e-s antinucléaires connaissent bien l'écoblanchiment, une pratique visant à donner une apparence écologique à des entreprises dont l'activité est au contraire extrêmement polluante. Monsanto et Total, l'industrie automobile et la grande distribution, font partie de ce tableau des imposteurs que proposent les auteurs, où l'industrie nucléaire figure aussi en bonne place : EDF qui se paye une campagne à dix millions d'euros (plus que son budget annuel recherche et développement dans les renouvelables !) pour témoigner de son engagement en faveur des énergies "vertes" ; Areva qui abuse de slogans "propres". Mais le monde associatif ne se prive pas de répondre. Le Réseau "Sortir du nucléaire" saisit le Jury de déontologie publicitaire (comme ce fut le cas très récemment, en plus des affaires relatées dans le livre), les Amis de la Terre distribuent les "prix Pinocchio du développement durable". Et les consommateurs, à force d'être pris pour des "gogos", se sentent méprisés et distribuent de bien mauvais points... Une étude intéressante, par un universitaire et un élu vert qui ne s'en laissent pas compter.

Aude Vidal

aude.vidal@sortirdunucleaire.fr



Écoblanchiment.

Quand les 4x4 sauvent la planète

Jean-François Notebaert et Wilfrid Séjeau

Les Petits Matins, 2010,

184 pages, 18 €, en librairie

Petit traité de désobéissance civile

Pratique ancienne, la désobéissance civile devient objet d'étude. De quoi réjouir de nombreux activistes. Plusieurs ouvrages sont en effet parus ces derniers mois à propos de cet objet non identifié de l'action politique qui a fait irruption dans les médias avides de nouveautés et de nouvelles figures à mettre en avant...

L'auteure, qui s'est engagée dans le Réseau "Sortir du nucléaire", a fait de sa pratique un objet d'étude en 2002 pour sa maîtrise. Cet ouvrage veut "jeter des ponts entre une théorie étroite et des pratiques hétéroclites". Il propose un regard transversal : à la fois philosophique, historique et pratique que vient éclairer la parole des acteurs de la désobéissance... Un oubli surprenant toutefois, il n'est pas fait référence aux nombreuses actions liées à la désobéissance civile conduite par les réfractaires à l'armée, née dans l'action contre la guerre d'Algérie et qui a notamment contribué en France à l'arrêt de la conscription...

Rebelle ou citoyenne, la désobéissance civile comme une action de "défense du Droit" contre les abus de la loi, une transgression pour résister à l'abus, au risque de devenir une simple technique à

la mode dépourvus d'une vision consistante à plus long terme, le masque de peurs inavouées, d'un mal-être et d'un rapport conflictuel au monde ? Or, "pour changer le monde, il faut se changer soi-même ; alors nos relations changeront d'elles-mêmes... et le reste s'ensuivra naturellement."

Les clarifications sémantiques (notamment le débat violence/non-violence, légitimité/légalité, etc.), ce retour sur l'histoire et tout particulièrement celle de Henry David Thoreau, les assises juridiques, la question de quelle légitimation possible pour la désobéissance, les rapports entre les moyens et le but poursuivi, etc., font de ce livre non pas "une véritable petite anthologie" comme indiqué en 4^{ème} de couverture, mais bien plus une invitation à s'interroger sur nos pratiques, à ouvrir le débat...

Patrice Bouveret

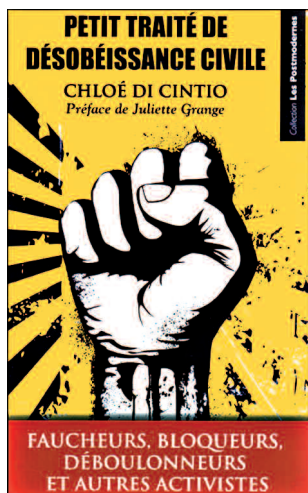
Petit traité de désobéissance civile

Chloé di Cintio

Préface de Juliette Grange

Éd. Respublica, collection Les Postmodernes,

2010, 334 pages, 16,90 €, en librairie



Jean-Bernard Pouy

Le Poulpe contre la pieuvre nucléaire...

Auteur de polar depuis les années 80 et créateur d'un personnage célèbre – le Poulpe –, Jean-Bernard Pouy est un écrivain militant et populaire incontournable. Il soutient le Réseau "Sortir du nucléaire".

Depuis vos débuts, comment voyez-vous l'évolution du polar ?

Ça part dans tous les sens ! À la fin des années 80 nous avons profité de l'appellation "nouvelle école française" à la suite d'auteurs comme Manchette. Nous étions un groupe d'opposants gauchistes, post-68. Nous avons fait admettre le polar et revendiquions cette littérature populaire.

Dans les années 2000 cette cohésion à disparu. Ce n'est plus la même génération, elle est moins engagée. C'est plutôt la mode du roman policier et les motifs sont rarement politiques. Le roman noir est plutôt un lieu de critique social et rares sont les auteurs de romans policiers à en être.

Le polar aurait été, comme certains styles musicaux militants, victime de son succès et vidé de sa substance ?

Le polar c'est un peu comme le rock : noyé sous des modes populaires mais connaissant toujours des périodes où il renaît de manière brutale. Mais actuellement ce serait plutôt un rendu FM que punk ! C'est un peu comme quand on lit le journal, tout est terrifiant. Au vu de ce qui se passe dans le monde il n'y a aucune raison de se réjouir mais on laisse couler. On témoigne, mais on ne s'engage pas.

Peu de polars abordent la question du nucléaire. Est-ce un sujet qui n'inspire pas ?

Il s'agit d'une question complexe. C'est un monde opaque, il est difficile d'avancer des arguments suffisamment pointus pour une histoire. Les informations sur la fabrication, le devenir, le danger sont par contre suffisamment accessibles pour construire un récit. Il s'agit de proposer un autre style de société, parler de décroissance et d'autres manières de produire.

C'est un sujet très lourd à porter. Les auteurs sont contents d'allumer leur ordinateur "nucléaire" et ne savent pas comment aborder le sujet. Il semble difficile de sortir du nucléaire, mais il reste important de parler d'un autre type de société. Et les auteurs ont du mal car il faut alors adopter un discours un peu utopiste.

Vous ne cessez de varier vos sujets avec cependant deux constantes, être témoin de votre temps et vous amuser. L'écriture doit-elle rester un plaisir et une militance ?

À la fin des années 80 je passais pour le déconneur de la bande, considéré comme quelqu'un à l'humour noir. Le roman noir est une critique sociale, mais je ne suis pas un enquêteur, un investigateur, je cherche à travailler autrement, légèrement décalé. Surprendre et faire rire serait un peu ma ligne d'écriture. Lorsque j'écris sans humour, mes lecteurs se demandent si je suis déprimé, si j'ai un cancer !

Tous mes ennuis viennent du fait que je suis un défenseur de la littérature populaire. Le reste m'emmerde. Par populaire j'entends des romans qui puissent être lus et compris par le plus grand nombre.

Voyez-vous la culture comme la dernière possibilité d'engagement politique ?

Non. Un roman peut faire son effet, mais ça ne vaut pas une bonne grève générale, une manifestation ou une attaque de wagons de chemins de fer ! Le roman ne se substitue pas à la lutte, et heureusement. Aujourd'hui, la plupart des auteurs de roman noir ne vivent pas de leur plume. Ils ont d'autres boulots qui les font vivre. Ils sont dans le concret. D'autres comme moi ne vivent que de ça, et j'essaie donc de m'impliquer dans des associations.

Quelles sont donc ces militances ?

En tant qu'ancien de l'Éducation nationale, je m'engage contre l'illettrisme, à Madagascar et en Afrique. Également sensible au milieu carcéral, et longtemps au DAL (Association Droit au Logement). Je ne m'engage pas sur les questions de droits d'auteurs. J'ai du mal à protéger une profession comme celle d'écrivain car je pense que ce n'en est pas une.

Je suis militant libertaire, membre de la Fédération anarchiste dont je me fais exclure tous les six mois car je dis publiquement que je déteste Léo Ferré ! Je m'implique plutôt dans des actions courtes, en réaction à des exactions. J'aimerais bien m'impliquer plus dans des mouvements sur la décroissance. La sortie du nucléaire en dépendant.

Propos recueillis par Jocelyn Peyret

Découvrez les 85 artistes qui soutiennent le Réseau "Sortir du nucléaire".

<http://groupes.sortirdunucleaire.org/soutiens-d-artistes>



© Lamoulière

25 ans de Тchernobyl

25 jours d'actions internationales du 2 au 26 avril

26 avril 1986 - 26 avril 2011 : 25 ans de mensonge de l'industrie nucléaire, de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et des autorités.

En ce printemps 2011, alors que la catastrophe de Tchernobyl dure depuis 25 ans maintenant, un nouveau désastre nucléaire majeur est en cours au Japon.

Depuis 25 ans, les autorités nient les conséquences du drame de Tchernobyl sur la santé des populations. Aujourd'hui, alors que l'histoire se répète, ne laissons pas la machine à désinformer se remettre en marche.

En solidarité avec les victimes de Tchernobyl, en solidarité avec les Japonais qui subissent la catastrophe de Fukushima, faisons la lumière sur les ravages de l'industrie nucléaire, partout dans le monde.

Aujourd'hui plus que jamais, rappelons que les alternatives au nucléaire existent. Partout dans le monde, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables progressent plus vite que l'atome, et n'attendent que d'être enfin soutenues.

Pour éviter un nouveau Tchernobyl, pour dire "Fukushima, plus jamais", faisons entendre notre voix.



Mobilisons-nous ensemble pour sortir du nucléaire !

- ◆ Organisez une action "Tcherno-ville" avec votre famille ou quelques amis et envoyez-nous la photo par e-mail à contact@sortirdunucleaire.fr.
- ◆ Prenez part aux événements organisés près de chez vous pendant tout le mois d'avril.
- ◆ Venez assister à nos soirées-débats (conférence, diffusion de film, discussion...) et écouter les témoignages des travailleurs ou victimes du nucléaire et de porteurs d'alternatives concrètes.
- ◆ Venez manifester votre refus du nucléaire devant l'installation nucléaire la plus proche de chez vous lors du week-end de Pâques (23 ou 24 avril) en participant aux actions organisées par les groupes du Réseau "Sortir du nucléaire".

Infos et actions région par région : <http://www.chemobyl-day.org>
Contact : laura.hameaux@sortirdunucleaire.fr

Mentions légales :

Revue trimestrielle

"Sortir du nucléaire" n°49 — Printemps 2011

Abonnement pour un an : 12 euros (4 numéros).

Abonnez-vous ou réabonnez-vous sur :

<http://boutique.sortirdunucleaire.org/>

Ou par courrier à : Réseau "Sortir du nucléaire"

9, rue Dumenge — 69317 Lyon Cedex 04

(chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire")

Directeur de publication : Patrice Bouveret.

Rédaction en chef : Xavier Rabilloud.

Corrections : Myriam Battarel et Aude Vidal.

Maquette : Wladdimir Quénu.

En supplément à ce numéro :

1 affiche "25 ans de Tchernobyl, 25 jours d'actions", 1 bulletin de réabonnement et 1 feuillet d'autorisation de prélèvement automatique.



CPPAP : 06 013 G 83296 — ISSN : 1276-342 X

Tirage : 20 000 exemplaires.

Imprimé par Brailly (69) sur papier 100 % recyclé avec des encres à base végétale.

Date de dépôt légal : à parution.

Retrouvez toute l'actualité sur : www.sortirdunucleaire.fr

La reproduction des articles est autorisée et vivement conseillée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs.

Faites comme le Réseau "Sortir du nucléaire" en souscrivant à l'offre d'électricité à 100 % d'origine renouvelable, garantie sans nucléaire, fournie par Enercoop : <http://www.enercoop.org>